



RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Trimestre et période de neuf mois clos le 31 mai 2020

FAITS SAILLANTS

	Trimestres clos les						Périodes de neuf mois closes les				
	31 mai 2020	31 mai 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽¹⁾	Incidence du taux de change ⁽¹⁾		31 mai 2020	31 mai 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽¹⁾	Incidence du taux de change ⁽¹⁾
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)											
	\$	\$	%	%	\$		\$	\$	%	%	\$
Opérations											
Produits	626 013	617 617	1,4	(0,6)	12 064		1 855 279	1 833 552	1,2	0,5	12 263
BALIA ajusté	298 444	289 935	2,9	1,1	5 260		868 562	850 999	2,1	1,4	5 330
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	12	1 155	(99,0)				5 550	12 012	(53,8)		
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	97 496	102 559	(4,9)				305 096	272 972	11,8		
Bénéfice de la période lié aux activités abandonnées	—	82 451	(100,0)				—	73 460	(100,0)		
Bénéfice de la période	97 496	185 010	(47,3)				305 096	346 432	(11,9)		
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	31 118	33 744	(7,8)				97 377	88 424	10,1		
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	31 118	59 883	(48,0)				97 377	111 718	(12,8)		
Flux de trésorerie											
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	292 075	267 388	9,2				679 263	575 172	18,1		
Acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽³⁾	123 778	97 169	27,4	23,6	3 663		357 030	292 456	22,1	20,8	3 841
Flux de trésorerie disponibles	119 153	140 393	(15,1)	(15,4)	318		353 113	381 544	(7,5)	(7,5)	171
Situation financière⁽⁴⁾											
Trésorerie et équivalents de trésorerie							526 537	559 393	(5,9)		
Total de l'actif							7 373 579	7 125 037	3,5		
Endettement ⁽⁵⁾							3 641 377	3 514 185	3,6		
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société							762 013	754 768	1,0		
Données par action⁽⁶⁾											
Bénéfice par action											
De base											
lié aux activités poursuivies	1,96	2,09	(6,2)				6,11	5,46	11,9		
lié aux activités abandonnées	—	1,62	(100,0)				—	1,44	(100,0)		
lié aux activités poursuivies et abandonnées	1,96	3,71	(47,2)				6,11	6,90	(11,4)		
Dilué											
lié aux activités poursuivies	1,94	2,07	(6,3)				6,06	5,41	12,0		
lié aux activités abandonnées	—	1,61	(100,0)				—	1,43	(100,0)		
lié aux activités poursuivies et abandonnées	1,94	3,68	(47,3)				6,06	6,84	(11,4)		
Dividendes	0,475	0,43	10,5				1,425	1,29	10,5		

- (1) Les indicateurs de rendement clés présentés sur la base d'un taux de change constant sont obtenus en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2019, les taux de change moyens utilisés aux fins de la conversion étaient de 1,3402 \$ CA pour 1 \$ US et de 1,3266 \$ CA pour 1 \$ US, respectivement.
- (2) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2020, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition étaient surtout attribuables aux changements organisationnels et aux coûts liés à l'acquisition de Thames Valley Communications. Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2019, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition découlaient principalement d'un programme d'optimisation opérationnelle comprenant un programme de départ volontaire dans le secteur des communications conjugué aux coûts liés à l'acquisition de 10 stations de radio régionales.
- (3) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2020, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 120,1 millions \$ et à 353,2 millions \$, respectivement, selon un taux de change constant.
- (4) Au 31 mai 2020 et au 31 août 2019.
- (5) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire, du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises et du capital de la dette à long terme.
- (6) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.



RAPPORT DE GESTION

Trimestre et période de neuf mois clos le 31 mai 2020

1. ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

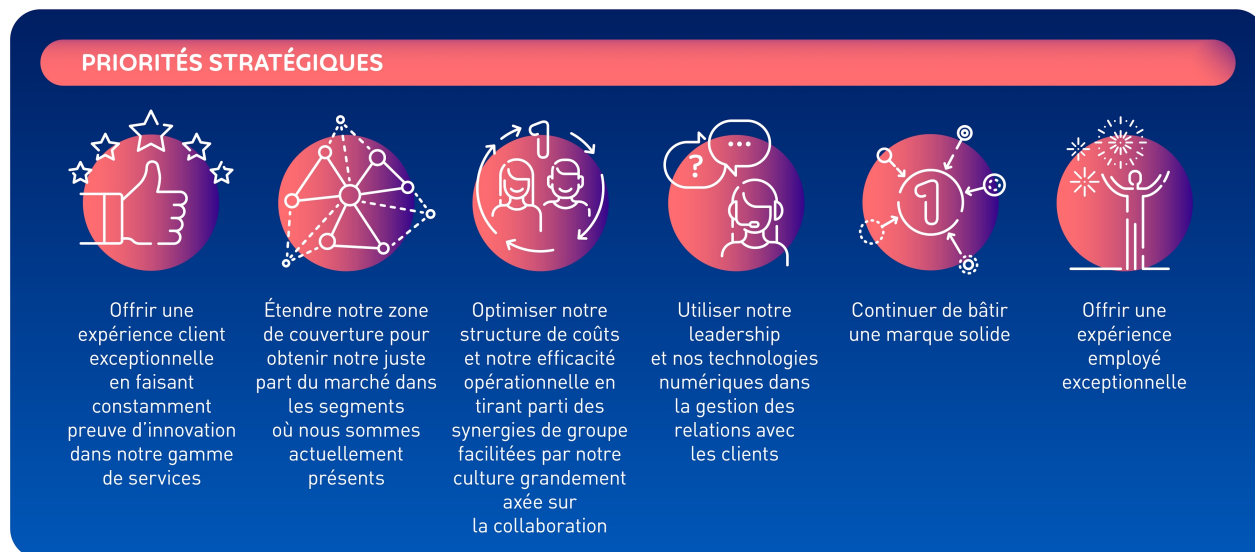
Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco inc. (« Cogeco » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement aux rubriques « Stratégies et objectifs de l'entreprise » et « Projections financières pour l'exercice 2020 » du rapport de gestion annuel 2019 de la Société pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés à la concurrence, au commerce (y compris les perturbations potentielles dans notre chaîne d'approvisionnement), à la réglementation, aux crises et aux urgences en matière de santé publique, comme l'actuelle pandémie de COVID-19, à la technologie, aux finances (y compris les variations des taux de change et des taux d'intérêt), à la conjoncture économique, aux menaces humaines ou naturelles qui pèsent sur notre réseau, sur nos infrastructures et sur nos systèmes, à l'acceptation sociale, au comportement éthique, à la propriété et aux litiges, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. De plus, les activités radiophoniques de la Société sont exposées de façon importante aux budgets publicitaires de l'industrie du commerce de détail et ceux-ci peuvent fluctuer en raison de l'évolution de la conjoncture économique. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel 2019 de la Société et du présent rapport de gestion. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Cogeco à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes de la Société pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2020, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et avec le rapport de gestion compris dans le rapport annuel de 2019 de la Société.

2. STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Cogeco inc. (« Cogeco » ou la « Société ») a pour mission de connecter ses clients au monde numérique et de leur offrir une expérience incomparable en matière de communication. La concrétisation de cette mission passe par nos valeurs fondamentales, soit le respect, la confiance, le dévouement envers les clients, le travail d'équipe et l'innovation.

Notre vision est de créer de la valeur pour nos actionnaires 1) en offrant une expérience client exceptionnelle, 2) en élargissant notre couverture géographique au Canada et aux États-Unis, 3) en étendant nos activités dans de nouveaux secteurs de marché et 4) en mettant sur pied des équipes qui démontrent un engagement fort. La Société a défini six priorités stratégiques clés qui constituent la feuille de route pour la réalisation de notre mission et de notre vision. Ces priorités stratégiques sont les suivantes :



Nous mesurons notre performance à l'égard de ces objectifs en surveillant les produits, le BAIIA ajusté⁽¹⁾ et les flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ sur la base d'un taux de change constant⁽¹⁾.

SECTEUR DES COMMUNICATIONS

Pour atteindre ces objectifs, Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications ») a élaboré les stratégies suivantes :

Services à large bande canadiens

Générer une croissance interne grâce au lancement de services à valeur ajoutée pour nos clients résidentiels et à la croissance de notre bassin de clients commerciaux

Optimiser le rendement du capital investi en rehaussant l'efficacité de la prestation de nos services et en favorisant la fidélité grâce à une stratégie qui se démarque en matière d'expérience client

Envisager la possibilité d'offrir un service sans fil de manière rentable et à la mesure de nos moyens financiers

Permettre la transformation de l'entreprise grâce à la modernisation des pratiques en matière de gestion des talents en vue d'offrir aux employés une expérience enrichissante et stimulante

Services à large bande américains

Offrir une expérience client exceptionnelle tout en favorisant l'engagement des membres de l'équipe

Tirer parti de notre supériorité en matière d'Internet et de notre plateforme vidéo avancée pour favoriser la croissance et la satisfaction de la clientèle

Miser sur la croissance sur le marché des affaires et poursuivre les initiatives d'expansion en Floride tout en recherchant activement des occasions d'acquisitions

Générer une croissance des unités et améliorer la satisfaction de la clientèle grâce au marketing et au positionnement de la marque

Cogeco Communications mesure son rendement à l'égard de ces objectifs en surveillant ses produits, son BAIIA ajusté, ses flux de trésorerie disponibles et l'intensité du capital. Pour plus de détails, se reporter au rapport annuel de 2019 de Cogeco Communications inc. disponible à l'adresse www.sedar.com ou sur le site Internet de la Société, à corpo.cogeco.com.

ACTIVITÉS DU SECTEUR DES MÉDIAS

Cogeco Média se concentre sur l'amélioration continue de sa programmation et sur les occasions d'acquisitions en vue d'accroître sa part de marché et, par le fait même, sa rentabilité.

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

2.1 MISE À JOUR RELATIVE AUX RÉPERCUSSIONS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LES ACTIVITÉS ET LES RÉSULTATS

DONNÉES CONSOLIDÉES

Les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur le secteur des communications sont décrites ci-dessous.

Nos activités du secteur des médias, comprises dans le secteur Autres, ont été touchées défavorablement par la pandémie de COVID-19 étant donné que la majeure partie des produits liés à la radio proviennent du secteur du commerce de détail, un secteur durement touché par l'actuelle crise. Comme la plupart des magasins de détail au Québec ont été contraints de fermer temporairement par décret gouvernemental au cours des mois de mars, avril et mai, ils ont réduit de manière importante leurs dépenses médiatiques ou les ont suspendu, ce qui a eu une incidence directe sur nos activités de radiodiffusion, qui ont enregistré une baisse de 33 % de leurs produits par rapport à l'exercice précédent. Pour atténuer l'incidence négative d'une telle baisse, l'entreprise a pris des mesures immédiates pour réduire ses charges d'exploitation, ce qui a partiellement atténué la baisse des produits.

La gravité et l'étendue de la crise, ainsi que ses répercussions économiques, surtout sur le secteur du commerce de détail, demeurent pour le moment inconnues. Néanmoins, nous croyons que nos activités du secteur des médias seront en bonne position du point de vue des parts de marché lorsque la situation se sera éventuellement stabilisée.

SECTEUR DES COMMUNICATIONS

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, nos efforts se sont concentrés sur la prestation d'un niveau élevé de service à nos clients, tout en offrant un environnement de travail sûr à nos employés. Bien que nous puissions maintenant dire que nous avons relevé ce défi, la situation a eu diverses répercussions sur nos activités au cours du dernier trimestre. La liste qui suit présente les principales répercussions qu'a eues cette crise sans précédent sur nos activités :

- demande accrue pour notre service Internet à haute vitesse (augmentation du nombre de clients et forfaits plus élevés);
- stabilisation de la clientèle en ce qui concerne nos produits de vidéo et de téléphonie (moins de connexions et de déconnexions) et augmentation du taux d'utilisation de la vidéo sur demande et des interurbains;
- diminution des produits liés aux services de vidéo résidentiels au sein de notre filiale des Services à large bande canadiens en raison des crédits accordés aux clients relativement à certains forfaits de programmation sportive;
- diminution des produits découlant du report des hausses tarifaires prévues au cours du trimestre au sein de notre filiale des Services à large bande canadiens;
- diminution des produits découlant de l'annulation temporaire des frais de dépassement de données au sein de notre filiale des Services à large bande canadiens et de la suspension des frais de retard au sein de notre filiale des Services à large bande américains;
- diminution des produits commerciaux principalement attribuable aux services de vidéo et de téléphonie et à certains secteurs commerciaux tels que les hôtels et les restaurants;
- diminution des produits tirés de la publicité, y compris une réduction de la publicité politique au sein de notre filiale des Services à large bande américains;
- diminution des charges liées au service à la clientèle en raison de l'augmentation du recours à l'auto-installation pour les nouveaux clients, contrebalancée par l'augmentation temporaire des coûts liés à la COVID-19;
- augmentation du nombre de clients ayant reportés des paiements, ce qui a résulté en une augmentation des charges pour créances douteuses et une provision relative aux unités de services primaire;
- diminution des charges découlant de la fermeture de la totalité de nos commerces de détail durant la période de confinement; et
- augmentation des dépenses d'investissement découlant de l'accélération de certains projets en raison de l'augmentation de la demande de données de la part des utilisateurs de nos réseaux et dans le but d'éviter d'éventuelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement au début de la pandémie, facteurs partiellement contrebalancés par un ralentissement des activités de construction dans certains secteurs.

Ces répercussions liées à la COVID-19 n'ont pas eu d'effet significatif sur nos résultats.

2.2 PERSPECTIVES ET PROJECTIONS FINANCIÈRES

Sur la base de l'expérience acquise durant la pandémie et du fait qu'il reste un trimestre à leurs exercices financiers, la Société et Cogeco Communications rétablissent leurs projections financières pour l'exercice en cours se clôturant le 31 août 2020 par rapport à l'exercice précédent, sur la base d'un taux de change constant et sur une base consolidée :

- Produits : croissance inférieure à 5 %;
- BAIIA ajusté : croissance inférieure à 5 %; et
- Flux de trésorerie disponibles : croissance autour de 5 %.

Pour l'instant, nous ne présenterons pas de perspectives portant sur les périodes financières postérieures au quatrième trimestre de l'exercice considéré, car l'incertitude liée à la durée, aux développements futurs et aux issues possibles de la pandémie de COVID-19 ne nous permet pas de prédire les effets globaux de celle-ci sur les activités, l'entreprise et les résultats financiers.

3. DÉVELOPPEMENTS DE L'ENTREPRISE

Le 19 juin 2020, Cogeco Communications a annoncé son intention de procéder au remboursement anticipé de ses débentures garanties de premier rang, série 2, d'un montant de 200 millions \$ échéant le 16 novembre 2020. La date de remboursement est le 20 juillet 2020.

Le 1^{er} mai 2020, la filiale de Cogeco Communications, Cogeco Connexion, a conclu l'acquisition d'iTéact inc., un fournisseur de services de télécommunications exerçant ses activités dans le sud du Québec grâce à une combinaison de technologies d'accès sans fil fixe et de fibre optique, et propriétaire de 15 licences de spectre, pour un montant de 16 millions \$.

Le 10 mars 2020, la filiale de Cogeco Communications, Atlantic Broadband, a conclu l'acquisition de Thames Valley Communications, une société de services à large bande exerçant ses activités dans le sud-est du Connecticut, pour une contrepartie nette de 50 millions \$ US.

4. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les				
	31 mai 2020 ⁽¹⁾	31 mai 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	626 013	617 617	1,4	(0,6)	12 064
Charges d'exploitation	327 569	327 682	—	(2,1)	6 804
BAlIA ajusté	298 444	289 935	2,9	1,1	5 260

(1) Pour le trimestre clos le 31 mai 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3994 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3402 \$ CA pour 1 \$ US.

	Périodes de neuf mois closes les				
	31 mai 2020 ⁽¹⁾	31 mai 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	1 855 279	1 833 552	1,2	0,5	12 263
Charges d'exploitation	986 717	982 553	0,4	(0,3)	6 933
BAlIA ajusté	868 562	850 999	2,1	1,4	5 330

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3466 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3266 \$ CA pour 1 \$ US.

PRODUITS

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les produits ont augmenté de 1,4 % et de 1,2 % (diminution de 0,6 % et augmentation de 0,5 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- la croissance de 3,1 % et de 1,8 %, respectivement (augmentation de 1,1 % selon un taux de change constant pour les deux périodes), dans le secteur des communications en raison de la croissance interne et de l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications conclue le 10 mars 2020 dans les Services à large bande américains, facteurs contrebalancés en partie par une baisse dans les Services à large bande canadiens; facteurs partiellement contrebalancés par
- la baisse des produits dans le secteur Autres, en raison du recul du marché publicitaire en radio directement attribuable à la pandémie de COVID-19. La majeure partie des produits des activités de radiodiffusion provient du secteur du commerce de détail, qui a été particulièrement touché par les récentes mesures de confinement.

Pour plus de détails sur les produits du secteur des communications, se reporter à la rubrique « Secteur des communications ».

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les charges d'exploitation sont demeurées essentiellement inchangées et ont augmenté de 0,4 % (diminution de 2,1 % et de 0,3 % selon un taux de change constant), en raison de l'augmentation des charges d'exploitation du secteur des communications, contrebalancée en partie par la diminution des charges d'exploitation au sein des activités du secteur des médias.

Pour plus de détails sur les charges d'exploitation du secteur des communications, se reporter à la rubrique « Secteur des communications ».

BAIIA AJUSTÉ

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2020, le BAIJA ajusté a augmenté de 2,9 % (1,1 % selon un taux de change constant), en raison principalement d'une augmentation du BAIJA ajusté dans le secteur des communications attribuable surtout à l'augmentation au sein des Services à large bande américains, facteur contrebalancé en partie par une diminution des activités du secteur des médias.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, le BAIJA ajusté a augmenté de 2,1 % (1,4 % selon un taux de change constant), en raison principalement d'une augmentation du BAIJA ajusté dans le secteur des communications attribuable aux hausses au sein des Services à large bande américains et canadiens, facteur contrebalancé en partie par une diminution des activités du secteur des médias.

Pour plus de détails sur le BAIJA ajusté du secteur des communications, se reporter à la rubrique « Secteur des communications ».

4.2 FRAIS D'INTÉGRATION, DE RESTRUCTURATION ET D'ACQUISITION

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les frais de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 5,6 millions \$ et découlent des changements organisationnels et des coûts liés à l'acquisition de Thames Valley Communications.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2019, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 1,2 million \$ et à 12,0 millions \$, respectivement, en raison principalement d'un programme d'optimisation opérationnelle qui comprenait un programme de départ volontaire dans le secteur des communications, conjugué aux coûts liés à l'acquisition de dix stations de radio régionales.

4.3 DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	31 mai 2020	31 mai 2019	Variation	31 mai 2020	31 mai 2019	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles ⁽¹⁾	115 162	105 649	9,0	334 270	319 224	4,7
Amortissement des immobilisations incorporelles	15 089	14 280	5,7	43 663	42 435	2,9
	130 251	119 929	8,6	377 933	361 659	4,5

(1) L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation s'est chiffré à 2,2 millions \$ et à 6,3 millions \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2020.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2020, la dotation aux amortissements a augmenté de 8,6 % et de 4,5 %, respectivement, en raison de l'amortissement supplémentaire lié à l'augmentation des dépenses d'investissement, conjugué à l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et à l'incidence de l'adoption d'IFRS 16.

4.4 CHARGES FINANCIÈRES

	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	31 mai 2020	31 mai 2019	Variation	31 mai 2020	31 mai 2019	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	40 347	44 744	(9,8)	120 890	137 578	(12,1)
Intérêts sur les obligations locatives	631	—	—	1 872	—	—
Profit lié à une modification de la dette	—	—	—	(22 898)	—	—
Perte nette (profit net) de change	347	(2 144)	—	345	(2 452)	—
Amortissement des coûts de transaction différés	238	486	(51,0)	953	1 428	(33,3)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(169)	(224)	(24,6)	(462)	(522)	(11,5)
Autres	232	(60)	—	(5 032)	1 056	—
	41 626	42 802	(2,7)	95 668	137 088	(30,2)

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les charges financières ont diminué de 2,7 % et de 30,2 %, respectivement, en raison principalement des facteurs suivants :

- la diminution de la dette existante et des taux d'intérêt sur les facilités de crédit de premier rang; facteurs contrebalancés en partie par
- l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

De plus, la diminution pour les neuf premiers mois découle également d'un profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette concernant la modification apportée à la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang le 3 février 2020, qui a entraîné une réduction du taux d'intérêt de 0,25 %, conjugué aux produits d'intérêts découlant des investissements de la trésorerie excédentaire.

4.5 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	31 mai 2020	31 mai 2019	Variation	31 mai 2020	31 mai 2019	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Exigibles	15 851	13 510	17,3	46 156	45 354	1,8
Différés	13 208	9 980	32,3	38 159	21 914	74,1
	29 059	23 490	23,7	84 315	67 268	25,3

	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	31 mai 2020	31 mai 2019	Variation	31 mai 2020	31 mai 2019	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Bénéfice avant impôts sur le résultat	126 555	126 049	0,4	389 411	340 240	14,5
Taux d'imposition combiné canadien	26,5 %	26,5 %	—	26,5 %	26,5 %	—
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	33 537	33 403	0,4	103 194	90 164	14,5
Écart des taux d'imposition prévus par la loi applicables aux opérations	658	(959)	—	1 875	63	—
Incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'impôts quasi adoptés	(23)	(288)	(92,0)	11	7	57,1
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	500	(1 662)	—	(575)	(490)	17,3
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	(5 610)	(7 255)	(22,7)	(18 223)	(21 116)	(13,7)
Autres	(3)	251	—	(1 967)	(1 360)	44,6
	29 059	23 490	23,7	84 315	67 268	25,3

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2020, la charge d'impôts a augmenté de 23,7 % et de 25,3 %, respectivement, en raison principalement des facteurs suivants :

- l'augmentation du bénéfice avant impôts sur le résultat; et
- l'incidence d'une réduction non récurrente des impôts sur le résultat en 2019 relativement à la cession de Cogeco Peer 1.

4.6 BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	31 mai 2020	31 mai 2019	Variation	31 mai 2020	31 mai 2019	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et le bénéfice par action)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	97 496	102 559	(4,9)	305 096	272 972	11,8
Bénéfice de la période	97 496	185 010	(47,3)	305 096	346 432	(11,9)
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	31 118	33 744	(7,8)	97 377	88 424	10,1
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	31 118	59 883	(48,0)	97 377	111 718	(12,8)
Bénéfice de la période attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	66 378	125 127	(47,0)	207 719	234 714	(11,5)
Bénéfice par action de base lié aux activités poursuivies	1,96	2,09	(6,2)	6,11	5,46	11,9
Bénéfice par action de base	1,96	3,71	(47,2)	6,11	6,90	(11,4)

(1) Au 31 mai 2020, la participation ne donnant pas le contrôle concerne une participation d'environ 67,4 % dans le bénéfice de l'exercice attribuable aux propriétaires de Cogeco Communications, en plus de la participation de 21 % de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ ») dans la filiale de Cogeco Communications, Atlantic Broadband.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2020, le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies et le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société ont diminué de 4,9 % et de 7,8 %, respectivement, en raison des facteurs suivants :

- la hausse de la dotation aux amortissements; et
- l'augmentation des impôts sur le résultat; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation du BAIIA ajusté.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2020, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont également diminué de 47,3 % et de 48,0 %, respectivement, principalement en raison des activités abandonnées, qui ont généré un bénéfice de 82,5 millions \$ en raison de la vente de Cogeco Peer 1 pour la période correspondante de l'exercice précédent, et des facteurs mentionnés précédemment.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies et le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société ont augmenté de 11,8 % et de 10,1 %, respectivement, en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution des charges financières principalement attribuable à un profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ découlant de la réduction du taux d'intérêt de 0,25 % au deuxième trimestre de l'exercice 2020; contrebalancées en partie par
- l'augmentation des impôts sur le résultat; et
- la hausse de la dotation aux amortissements.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont diminué de 11,9 % et de 12,8 %, respectivement, principalement en raison des activités abandonnées, qui ont généré un bénéfice de 73,5 millions \$ en raison de la vente de Cogeco Peer 1 pour la période correspondante de l'exercice précédent, et des facteurs mentionnés précédemment.

5. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco détient 32,6 % des actions de participation de Cogeco Communications, représentant 82,9 % des droits de vote de Cogeco Communications.

Cogeco fournit à Cogeco Communications des services de direction, d'administration, de planification stratégique, des services financiers et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. La convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco Communications ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Les honoraires de gestion versés par Cogeco Communications inc. pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2020 se sont chiffrés à 6,2 millions \$ et à 17,2 millions \$, respectivement, comparativement à 5,0 millions \$ et à 14,7 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2019, en raison de la hausse des charges générales au sein de Cogeco.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par Cogeco Communications. Toutefois, au cours des neuf premiers mois des exercices 2020 et 2019, Cogeco Communications a attribué des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications et a émis des unités d'actions différées aux administrateurs du conseil de Cogeco, comme l'illustre le tableau suivant :

	Périodes de neuf mois closes les	
(en nombre d'unités)	31 mai 2020	31 mai 2019
Options sur actions	110 875	97 725
Unités d'actions liées au rendement	14 375	14 625
Unités d'actions différées	1 847	2 469

Le tableau qui suit présente les montants que Cogeco Communications a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de Cogeco Communications qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises en faveur des administrateurs du conseil de Cogeco.

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
(en milliers de dollars)	31 mai 2020	31 mai 2019	31 mai 2020	31 mai 2019
	\$	\$	\$	\$
Options sur actions	331	256	901	749
Unités d'actions incitatives	8	15	30	45
Unités d'actions liées au rendement	351	304	1 048	806
Unités d'actions différées	6	69	149	393
	696	644	2 128	1 993

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

6. ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
	31 mai 2020	31 mai 2019	Variation	31 mai 2020	31 mai 2019	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	292 075	267 388	9,2	679 263	575 172	18,1
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(200 232)	(96 787)	—	(431 590)	(346 898)	24,4
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(71 410)	(518 454)	(86,2)	(285 806)	(600 975)	(52,4)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère	2 987	1 710	74,7	5 277	966	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liée aux activités poursuivies	23 420	(346 143)	—	(32 856)	(371 735)	(91,2)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liée aux activités abandonnées	—	734 405	(100,0)	—	733 807	(100,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	503 117	60 162	—	559 393	86 352	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	526 537	448 424	17,4	526 537	448 424	17,4

6.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2020, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont augmenté de 9,2 % en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- l'augmentation des variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement des variations du fonds de roulement.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont augmenté de 18,1 % en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté;
- la diminution des variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement des variations du fonds de roulement; et
- la diminution des charges financières payées et des impôts sur le résultat payés.

6.2 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les activités d'investissement ont doublé et ont augmenté de 24,4 %, en raison principalement des facteurs suivants :

- l'acquisition de Thames Valley Communications et d'iTéract au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020; et
- l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles des Services à large bande canadiens et américains.

De plus, les activités d'investissement pour les neuf premiers mois de l'exercice 2019 comprenaient l'acquisition, le 3 octobre 2018, d'un réseau de fibre et des actifs connexes dans le sud de la Floride précédemment détenus par FiberLight, LLC (l'« acquisition de FiberLight ») et l'acquisition, le 26 novembre 2018, de 10 stations de radio régionales de RNC Média.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES AU COURS DE L'EXERCICE 2020

Acquisition de Thames Valley Communications

Le 10 mars 2020, la filiale de Cogeco Communications, Atlantic Broadband, a conclu l'acquisition de Thames Valley Communications, une société de services à large bande exerçant ses activités dans le sud-est du Connecticut, pour une contrepartie nette de 50 millions \$ US.

Acquisition d'iTéract

Le 1^{er} mai 2020, la filiale de Cogeco Communications, Cogeco Connexion, a conclu l'acquisition d'iTéract inc., un fournisseur de services de télécommunications exerçant ses activités dans le sud du Québec grâce à une combinaison de technologies d'accès sans fil fixe et de fibre optique, et propriétaire de 15 licences de spectre, pour un montant de 16 millions \$.

Ces acquisitions ont été comptabilisées au moyen de la méthode de l'acquisition et sont assujetties aux ajustements postérieurs à la clôture. La répartition préliminaire du prix d'achat de ces acquisitions s'établit comme suit :

Au 31 mai 2020

	Thames Valley Communications	iTéract	TOTAL
	Préliminaire	Préliminaire	
	\$	\$	\$
Prix d'achat			
Contrepartie versée à la clôture	70 982	14 399	85 381
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	—	1 600	1 600
	70 982	15 999	86 981
Actifs nets acquis			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 631	5	3 636
Créances clients et autres débiteurs	1 152	12	1 164
Impôts sur le résultat à recevoir	177	—	177
Charges payées d'avance et autres	171	1	172
Autres actifs	—	5	5
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	19 401	2 936	22 337
Immobilisations incorporelles	6 391	12 468	18 859
Goodwill	44 747	4 171	48 918
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(1 982)	(238)	(2 220)
Passifs sur contrat et autres passifs	(718)	—	(718)
Dettes à long terme ⁽²⁾	(245)	—	(245)
Passifs d'impôts différés	(1 743)	(3 361)	(5 104)
	70 982	15 999	86 981

(1) Comprend des actifs au titre de droits d'utilisation de 0,2 million \$.

(2) Comprend uniquement des obligations locatives.

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES AU COURS DE L'EXERCICE 2019

Acquisition de 10 stations de radio régionales

Le 26 novembre 2018, Cogeco Média a conclu l'acquisition de 10 stations de radio régionales appartenant à RNC Média inc. (neuf situées au Québec et une en Ontario). La transaction, d'une valeur de 19,2 millions \$, a été approuvée le 11 octobre 2018 par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

L'acquisition a été comptabilisée au moyen de la méthode de l'acquisition et était assujettie aux ajustements postérieurs à la clôture. La répartition finale du prix d'achat de cette acquisition s'établit comme suit :

	Répartition finale 30 novembre 2019	Répartition préliminaire 30 novembre 2018
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$
Prix d'achat		
Contrepartie versée à la clôture	17 174	17 174
Solde à payer relativement aux regroupements d'entreprises	2 000	2 000
Ajustement du fonds de roulement	(352)	—
	18 822	19 174
Actifs nets acquis		
Créances clients et autres débiteurs	2 022	2 354
Charges payées d'avance et autres	11	31
Immobilisations corporelles	1 337	1 337
Immobilisations incorporelles	6 237	7 354
Goodwill	9 427	8 310
Dettes fournisseurs et autres créditeurs pris en charge	(146)	(168)
Passifs sur contrat et autres passifs pris en charge	(66)	(44)
	18 822	19 174

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 27,4 % et de 22,1 % (23,6 % et 20,8 % selon un taux de change constant), respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2019, principalement en raison de l'augmentation des dépenses d'investissement dans le secteur des communications.

Pour plus de détails au sujet des dépenses d'investissement du secteur des communications, se reporter à la rubrique « Secteur des communications ».

6.3 ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

ÉMISSION DE TITRES D'EMPRUNT ET REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les variations des flux de trésorerie liés à l'émission de titres d'emprunt et au remboursement de la dette s'expliquent principalement par les facteurs suivants :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les		
	31 mai 2020	31 mai 2019	31 mai 2020	31 mai 2019	Explications
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	\$	
Diminution de l'endettement bancaire	(732)	(33 174)	—	(949)	Liée au calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Augmentation (diminution) nette des facilités renouvelables	24 242	(422 994)	25 544	(418 536)	Prélèvement sur l'emprunt renouvelable au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020. Remboursement des facilités renouvelables au cours de l'exercice 2019 en raison des flux de trésorerie disponibles générés.
Remboursement de billets, de débentures et de facilités de crédit	(5 859)	(5 754)	(63 603)	(72 004)	Remboursement de 35 millions \$ US au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020, conjugué aux remboursements trimestriels sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang.
Remboursement des obligations locatives	(1 689)	—	(4 812)	—	Liée à l'adoption d'IFRS 16.
Remboursement du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	—	—	(3 228)	(655)	Remboursement partiel du solde lié à l'acquisition de FiberLight au premier trimestre de l'exercice 2020.
	15 962	(461 922)	(46 099)	(492 144)	

DIVIDENDES

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020, un dividende déterminé trimestriel de 0,475 \$ par action a été versé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 7,5 millions \$, comparativement à un dividende déterminé trimestriel de 0,43 \$ par action, ou 6,9 millions \$, versé au troisième trimestre de l'exercice 2019. Le versement de dividendes au cours des neuf premiers mois a totalisé 1,425 \$ par action, ou 22,7 millions \$, contre 1,29 \$ par action, ou 20,9 millions \$ à l'exercice précédent.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS (« OPRCA ») - Cogeco inc.

Au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2020, Cogeco a racheté et annulé 34 595 et 119 450 actions subalternes à droit de vote, respectivement, d'un prix moyen pondéré par action rachetée de 85,50 \$ et de 95,32 \$, pour une contrepartie totale de 3,0 millions \$ et de 11,4 millions \$.

Au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2019, Cogeco a racheté et annulé 175 868 et 236 658 actions subalternes à droit de vote, respectivement, d'un prix moyen pondéré par action rachetée de 80,53 \$ et de 75,25 \$, pour une contrepartie totale de 14,2 millions \$ et de 17,8 millions \$.

OPRCA - Cogeco Communications inc.

Au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2020, Cogeco Communications a racheté et annulé respectivement 601 900 et 1 397 400 actions subalternes à droit de vote d'un prix moyen pondéré par action rachetée de 98,73 \$ et de 104,41 \$, pour une contrepartie totale de 59,4 millions \$ et de 145,9 millions \$. Aux périodes correspondantes de l'exercice 2019, Cogeco Communications a racheté et annulé 157 400 actions subalternes à droit de vote, d'un prix moyen pondéré de 91,87 \$, pour une contrepartie de 14,5 millions \$, puisque le programme d'OPRCA a commencé au troisième trimestre.

Le 30 avril 2020, Cogeco Communications a annoncé que la Bourse de Toronto a accepté le renouvellement de son avis d'intention de procéder à une OPRCA lui permettant d'acquérir, à des fins d'annulation, jusqu'à 1 809 000 actions subalternes à droit de vote, entre le 4 mai 2020 et le 3 mai 2021.

Cogeco Communications a aussi conclu un programme de rachat d'actions automatique (le « PRAA ») avec un courtier désigné pour permettre le rachat d'actions à droit de vote subalternes en vertu de l'OPRCA à des moments où il ne serait normalement pas permis pour Cogeco Communications de racheter des actions en raison de restrictions réglementaires ou de périodes de restriction sur les transactions qu'elle s'impose. Ces rachats sont effectués par le courtier en fonction des paramètres établis par Cogeco Communications avant la période du PRAA préétablie en vertu du PRAA.

6.4 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Trimestres clos les				
	31 mai 2020 ⁽¹⁾	31 mai 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	%	\$
BAIIA ajusté ⁽³⁾	298 444	289 935	2,9	1,1	5 260
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	2 403	2 213	8,6	12,5	86
Rémunération fondée sur des actions	2 498	1 286	94,2	94,2	—
(Profit) perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	(1 599)	938	—	—	—
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations	363	657	(44,7)	(44,7)	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	(12)	(1 155)	(99,0)	(98,8)	(2)
Charges financières	(41 626)	(42 802)	(2,7)	0,3	(1 319)
Impôts exigibles	(15 851)	(13 510)	17,3	17,4	(3)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(123 778)	(97 169)	27,4	23,6	(3 663)
Remboursement des obligations locatives	(1 689)	—	—	—	(41)
Flux de trésorerie disponibles⁽³⁾	119 153	140 393	(15,1)	(15,4)	318

(1) Pour le trimestre clos le 31 mai 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3994 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3402 \$ CA pour 1 \$ US.

(3) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

	Périodes de neuf mois closes les				
	31 mai 2020 ⁽¹⁾	31 mai 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	%	\$
BAIIA ajusté ⁽⁴⁾	868 562	850 999	2,1	1,4	5 330
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	7 219	6 570	9,9	11,2	89
Rémunération fondée sur des actions	7 861	7 376	6,6	6,6	—
(Profit) perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	(359)	1 619	—	—	—
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations	1 944	1 890	2,9	2,9	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	(5 550)	(12 012)	(53,8)	(53,7)	(17)
Charges financières ⁽³⁾	(118 566)	(137 088)	(13,5)	(12,5)	(1 334)
Impôts exigibles	(46 156)	(45 354)	1,8	1,8	(13)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(357 030)	(292 456)	22,1	20,8	(3 842)
Remboursement des obligations locatives	(4 812)	—	—	—	(42)
Flux de trésorerie disponibles⁽⁴⁾	353 113	381 544	(7,5)	(7,5)	171

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3466 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3266 \$ CA pour 1 \$ US.

(3) Excluent le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2020.

(4) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2020, les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 15,1 % (15,4 % selon un taux de change constant) en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles des Services à large bande canadiens et américains attribuable au calendrier de certaines initiatives; facteur partiellement contrebalancé par
- l'augmentation du BAIIA ajusté.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 7,5 %, tels qu'ils sont présentés et selon un taux de change constant, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles des Services à large bande canadiens et américains attribuable au calendrier de certaines initiatives; facteur partiellement contrebalancé par
- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution des charges financières, compte non tenu du profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ découlant de la réduction du taux d'intérêt de 0,25 % au deuxième trimestre de l'exercice 2020.

6.5 DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 15 juillet 2020, le conseil d'administration de Cogeco a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,475 \$ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 12 août 2020 aux actionnaires inscrits en date du 29 juillet 2020. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

7. SECTEUR DES COMMUNICATIONS

7.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les				
	31 mai 2020 ⁽¹⁾	31 mai 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	605 821	587 345	3,1	1,1	12 064
Charges d'exploitation	304 921	298 444	2,2	(0,1)	6 804
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	6 183	4 974	24,3	24,3	—
BAlIA ajusté	294 717	283 927	3,8	1,9	5 260
Marge du BAlIA ajusté	48,6 %	48,3 %			

(1) Pour le trimestre clos le 31 mai 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3994 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3402 \$ CA pour 1 \$ US.

	Périodes de neuf mois closes les				
	31 mai 2020 ⁽¹⁾	31 mai 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	1 779 115	1 748 147	1,8	1,1	12 263
Charges d'exploitation	907 694	901 147	0,7	—	6 933
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	17 227	14 670	17,4	17,4	—
BAlIA ajusté	854 194	832 330	2,6	2,0	5 330
Marge du BAlIA ajusté	48,0 %	47,6 %			

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3466 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3266 \$ CA pour 1 \$ US.

PRODUITS

	Trimestres clos les				
	31 mai 2020 ⁽¹⁾	31 mai 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	320 547	325 808	(1,6)	(1,6)	—
Services à large bande américains	285 274	261 537	9,1	4,5	12 064
	605 821	587 345	3,1	1,1	12 064

(1) Pour le trimestre clos le 31 mai 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3994 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3402 \$ CA pour 1 \$ US.

	Périodes de neuf mois closes les				
	31 mai 2020 ⁽¹⁾	31 mai 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	963 575	975 032	(1,2)	(1,2)	—
Services à large bande américains	815 540	773 115	5,5	3,9	12 263
	1 779 115	1 748 147	1,8	1,1	12 263

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3466 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3266 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les produits ont augmenté de 3,1 % et de 1,8 %, respectivement (1,1 % pour les deux périodes selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une croissance enregistrée par les Services à large bande américains en raison principalement :
 - de la croissance du nombre de clients des services Internet des secteurs résidentiel et commercial;
 - des hausses tarifaires entrées en vigueur principalement au quatrième trimestre de l'exercice 2019; et
 - de l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications conclue le 10 mars 2020; facteurs partiellement contrebalancés par
 - une diminution du nombre de clients du service de vidéo; et
 - l'augmentation des produits pour le troisième trimestre de l'exercice 2020, qui a été contrebalancée en partie par la suspension des frais de retard facturés aux clients jusqu'au 30 juin 2020, combinée à la diminution des ventes de publicité politique en raison de la pandémie de COVID-19.
- une diminution enregistrée par les Services à large bande canadiens principalement en raison des facteurs suivants :
 - une diminution du nombre de clients du service de vidéo; et
 - la baisse des prix nets découlant des ventes aux consommateurs en raison principalement de l'effet de la promotion plus active de forfaits qui s'est prolongé du quatrième trimestre de l'exercice 2019 jusqu'au deuxième trimestre de l'exercice 2020; facteurs contrebalancés en partie par
 - les hausses tarifaires entrées en vigueur au premier trimestre de l'exercice 2020;
 - la migration de clients vers des forfaits de plus grande valeur;
 - la croissance soutenue du nombre de clients du service Internet; et
 - la diminution des produits pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, qui a été partiellement contrebalancée par la croissance des produits commerciaux.

CHARGES D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les				
	31 mai 2020 ⁽¹⁾	31 mai 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	143 809	147 054	(2,2)	(2,4)	214
Services à large bande américains	155 843	145 836	6,9	2,3	6 590
Éliminations intersectorielles et autres	5 269	5 554	(5,1)	(5,1)	—
	304 921	298 444	2,2	(0,1)	6 804

(1) Pour le trimestre clos le 31 mai 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3994 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3402 \$ CA pour 1 \$ US.

	Périodes de neuf mois closes les				
	31 mai 2020 ⁽¹⁾	31 mai 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	445 510	458 471	(2,8)	(2,9)	253
Services à large bande américains	445 243	422 993	5,3	3,7	6 679
Éliminations intersectorielles et autres	16 941	19 683	(13,9)	(13,9)	1
	907 694	901 147	0,7	—	6 933

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3466 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3266 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2020, les charges d'exploitation ont augmenté de 2,2 % (diminution de 0,1 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- des coûts additionnels au sein des Services à large bande américains en raison de ce qui suit :
 - l'augmentation des charges de rémunération et des coûts liés aux effectifs additionnels pour soutenir la croissance;
 - les coûts additionnels liés à la conception et à la mise en œuvre d'un nouveau système de gestion du capital humain et des finances;
 - les charges d'exploitation additionnelles découlant de l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications; et
 - l'augmentation des charges pour créances douteuses liée aux répercussions de la pandémie de COVID-19; facteurs contrebalancés en partie par
 - la baisse des coûts de marketing;
 - un profit non récurrent à la cession d'immobilisations corporelles de 1,7 million \$ US; et
 - l'incidence de l'adoption d'IFRS 16.
- une diminution enregistrée par les Services à large bande canadiens en raison des facteurs suivants :
 - la baisse des coûts de programmation en raison de la diminution du nombre de clients du service de vidéo;
 - la diminution des initiatives de marketing et la diminution des frais d'installation attribuable aux répercussions de la pandémie de COVID-19, en raison de l'augmentation du recours à l'auto-installation et aux travaux de réparations à distance; et
 - l'incidence de l'adoption d'IFRS 16; facteurs contrebalancés en partie par
 - des charges additionnelles liées à certaines initiatives; et
 - l'augmentation des charges pour créances douteuses liée aux répercussions de la pandémie de COVID-19.
- la diminution des coûts liés aux éliminations intersectorielles et autres qui découlent de la diminution des coûts liés aux projets d'entreprise.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les charges d'exploitation ont augmenté de 0,7 % (néant selon un taux de change constant), en raison surtout des facteurs suivants :

- des coûts additionnels au sein des Services à large bande américains, comme il est décrit précédemment, sauf en ce qui concerne l'augmentation des charges pour créances douteuses et la baisse des coûts de marketing;
- une diminution enregistrée par les Services à large bande canadiens en raison des facteurs suivants :
 - la baisse des coûts de programmation en raison de la diminution du nombre de clients du service de vidéo;
 - la baisse des charges de rémunération découlant d'un programme d'optimisation opérationnelle mis en œuvre au premier semestre de l'exercice 2019;
 - l'incidence de l'adoption d'IFRS 16;
 - les coûts additionnels de 4,5 millions \$ engagés durant le premier trimestre de l'exercice 2019 pour soutenir la phase de stabilisation du nouveau système de gestion des clients implanté au troisième trimestre de l'exercice 2018; et
 - les coûts rétroactifs de 3,2 millions \$ engagés durant le premier trimestre de l'exercice 2019 relativement à la hausse plus importante que prévu des tarifs établis par la Commission du droit d'auteur du Canada pour la retransmission de signaux de télévision canadiens et américains éloignés au Canada pour la période allant de 2014 à 2018; facteurs contrebalancés en partie par
 - l'intensification des initiatives de marketing; et
 - des charges additionnelles liées à certaines initiatives.
- la diminution des coûts liés aux éliminations intersectorielles et autres qui découlent de la diminution des coûts liés aux projets d'entreprise.

HONORAIRES DE GESTION

Les honoraires de gestion versés à Cogeco pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2020 se sont chiffrés à 6,2 millions \$ et à 17,2 millions \$, respectivement, comparativement à 5,0 millions \$ et à 14,7 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2019 en raison de la hausse des charges générales au sein de Cogeco. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de Cogeco Communications, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAIIA AJUSTÉ

	Trimestres clos les				
	31 mai 2020 ⁽¹⁾	31 mai 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	176 738	178 754	(1,1)	(1,0)	(214)
Services à large bande américains	129 431	115 701	11,9	7,1	5 474
Éliminations intersectorielles et autres	(11 452)	(10 528)	8,8	8,8	—
	294 717	283 927	3,8	1,9	5 260

(1) Pour le trimestre clos le 31 mai 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3994 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3402 \$ CA pour 1 \$ US.

	Périodes de neuf mois closes les				
	31 mai 2020 ⁽¹⁾	31 mai 2019	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	518 065	516 561	0,3	0,3	(253)
Services à large bande américains	370 297	350 122	5,8	4,2	5 584
Éliminations intersectorielles et autres	(34 168)	(34 353)	(0,5)	(0,5)	(1)
	854 194	832 330	2,6	2,0	5 330

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2020, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3466 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2020 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2019, qui était de 1,3266 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2020, le BAIIA ajusté a augmenté de 3,8 % (1,9 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une augmentation pour les Services à large bande américains, laquelle découle essentiellement de la croissance interne des produits et de l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications; facteur contrebalancé en partie par
- une diminution pour les Services à large bande canadiens qui est attribuable à une diminution des produits; et
- une augmentation des charges d'exploitation liée aux éliminations intersectorielles et autres.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, le BAIIA ajusté a augmenté de 2,6 % (2,0 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une augmentation pour les Services à large bande américains, laquelle découle essentiellement de la croissance interne des produits et de l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications; et
- une augmentation pour les Services à large bande canadiens qui découle principalement d'une réduction des charges d'exploitation.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET D'AUTRES ACTIFS

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 28,6 % et de 22,9 %, respectivement (24,8 % et 21,6 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- Pour les Services à large bande canadiens, les dépenses d'investissement ont augmenté de 23,1 % et de 24,1 %, respectivement (20,9 % et 23,4 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :
 - la hausse des coûts liés à l'entretien, à la croissance et à l'expansion des infrastructures de nos réseaux; et
 - l'augmentation des achats d'équipements à l'abonné attribuable au calendrier de certaines initiatives.

- Pour les Services à large bande américains, les dépenses d'investissement ont augmenté de 31,9 % et de 20,0 %, respectivement (26,3 % et 17,9 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :
 - la hausse des achats d'équipements à l'abonné attribuable aux modernisations de l'équipement;
 - les investissements additionnels en vue d'améliorer et d'étendre l'infrastructure de réseau en Floride;
 - l'achat de matériel additionnel attribuable au calendrier de certaines initiatives; et
 - les coûts liés à la conception et à la mise en œuvre d'un nouveau système de gestion de capital humain et des finances.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les acquisitions d'immobilisations corporelles étaient supérieures au sein des Services à large bande canadiens et américains en raison du calendrier de certaines initiatives. Les dépenses d'investissement étaient inférieures pour la période correspondante de l'exercice 2019, également en raison du calendrier de certaines initiatives.

7.2 STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	31 mai 2020			Ajouts nets (pertes nettes)		Ajouts nets (pertes nettes)	
	Données consolidées ⁽²⁾	Canada ⁽²⁾	États-Unis ⁽²⁾	Trimestres clos les 31 mai 2020 ⁽³⁾	31 mai 2019	Périodes de neuf mois closes les 31 mai 2020 ⁽³⁾	31 mai 2019 ⁽⁴⁾
Unités de service primaire ⁽¹⁾	2 739 903	1 802 631	937 272	2 352	4 004	9 887	(44 156)
Clients du service Internet	1 281 762	803 073	478 689	17 631	14 833	36 434	22 174
Clients du service de vidéo	939 453	627 608	311 845	(10 924)	(11 369)	(27 977)	(41 012)
Clients du service de téléphonie	518 688	371 950	146 738	(4 355)	540	1 430	(25 318)

- (1) Représente la somme des clients des services Internet, de vidéo et de téléphonie.
- (2) Compte tenu d'une provision relative aux clients en situation de défaut de paiement qui n'ont pas été déconnectés.
- (3) Exclut 15 977 unités de service primaire (9 077 clients du service Internet, 5 111 clients du service de vidéo et 1 789 clients du service de téléphonie) provenant de l'acquisition de Thames Valley Communications et 2 227 unités de service primaire (1 871 clients du service Internet, 181 clients du service de vidéo et 175 clients du service de téléphonie) provenant de l'acquisition d'iTéract Inc., conclue au troisième trimestre de l'exercice 2020.
- (4) Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2018, les Services à large bande canadiens ont procédé à l'implantation d'un nouveau système de gestion des clients qui est venu remplacer 22 anciens systèmes. Durant la phase de stabilisation du système de gestion des clients, la congestion au centre de service à la clientèle a entraîné une diminution des activations de services durant la majeure partie du premier trimestre de l'exercice 2019. Les activités liées au centre de service à la clientèle et au marketing étaient revenues à la normale à la fin du premier trimestre de l'exercice 2019.

INTERNET

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 17 631 et à 36 434, respectivement, par rapport à 14 833 et à 22 174 aux périodes correspondantes de l'exercice 2019. Les variations sont attribuables aux facteurs suivants :

- l'intérêt soutenu à l'égard des offres de services à haute vitesse, en raison surtout du nombre accru de clients travaillant à domicile;
- l'intérêt soutenu à l'égard des forfaits de services;
- la demande continue des revendeurs Internet au Canada;
- la croissance dans les secteurs résidentiel et commercial aux États-Unis; et
- les rebranchements saisonniers dans les régions du Maine et du New Hampshire aux États-Unis au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020; facteurs contrebalancés en partie par
- les offres concurrentielles au sein du secteur.

VIDÉO

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 10 924 et à 27 977, respectivement, par rapport à 11 369 et à 41 012 aux périodes correspondantes de l'exercice 2019. Les variations sont attribuables aux facteurs suivants :

- le changement des habitudes de consommation vidéo; et
- les offres concurrentielles au sein du secteur; facteurs contrebalancés en partie par
- l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services de vidéo numérique avancée;
- l'intérêt des clients à l'égard des services de vidéo offerts en forfait avec des services Internet haute vitesse; et
- les rebranchements saisonniers dans les régions du Maine et du New Hampshire aux États-Unis au cours du troisième trimestre de l'exercice 2020.

TÉLÉPHONIE

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les pertes nettes et les ajouts nets de clients du service de téléphonie se sont chiffrés à 4 355 et à 1 430, respectivement, par rapport à des ajouts nets et à des pertes nettes de 540 et de 25 318 aux périodes correspondantes de l'exercice 2019. Les variations sont attribuables aux facteurs suivants :

- l'augmentation de la pénétration de la téléphonie sans fil en Amérique du Nord et des diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie sans fil, lesquelles incitent certains clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie sans fil; facteur contrebalancé en partie par
- la croissance dans les secteurs résidentiel et commercial aux États-Unis; et
- l'augmentation du nombre de forfaits de téléphonie mis en marché au cours du premier semestre de l'exercice 2020 au Canada.

8. SITUATION FINANCIÈRE

8.1 FONDS DE ROULEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco maintient généralement un fonds de roulement déficitaire en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, alors que les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus, ce qui permet à la Société d'utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui en résultent pour réduire l'endettement. Cependant, la Société avait un fonds de roulement excédentaire au 31 août 2019 et au 31 mai 2020 en raison d'une augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie attribuable à la vente de Cogeco Peer 1 au troisième trimestre de l'exercice 2019.

Les variations s'établissent comme suit :

	31 mai 2020	31 août 2019	Variation	Explications
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	526 537	559 393	(32 856)	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».
Créances clients et autres débiteurs	94 775	98 375	(3 600)	Non significative.
Impôts sur le résultat à recevoir	14 932	18 767	(3 835)	Non significative.
Charges payées d'avance et autres	29 742	24 184	5 558	Hausse des montants payés d'avance dans le cadre des conventions d'entretien annuel.
Instrument financier dérivé	13	109	(96)	Non significative.
	665 999	700 828	(34 829)	
Passifs courants				
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	228 017	276 782	(48 765)	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Provisions	33 346	36 803	(3 457)	Non significative.
Passifs d'impôts sur le résultat	29 383	16 693	12 690	Report des acomptes provisionnels jusqu'au mois d'août 2020, les gouvernements accordant un sursis compte tenu de la pandémie de COVID-19.
Passifs sur contrat et autres passifs	47 980	43 768	4 212	Non significative.
Solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	4 928	6 520	(1 592)	Non significative.
Instruments financiers dérivés	6 330	—	6 330	Liée à deux instruments financiers dérivés arrivant à échéance en janvier 2021.
Tranche courante de la dette à long terme	230 094	22 624	207 470	Liée aux débentures garanties de premier rang, série 2, devant être remboursées le 20 juillet 2020 et à la comptabilisation de la tranche courante des obligations locatives liée à l'adoption d'IFRS 16.
	580 078	403 190	176 888	
Fonds de roulement excédentaire	85 921	297 638	(211 717)	

8.2 AUTRES VARIATIONS IMPORTANTES

	31 mai 2020	31 août 2019 ⁽¹⁾	Variation	Explications
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles	2 159 257	2 024 173	135 084	Liée à l'acquisition de Thames Valley Communications au troisième trimestre de l'exercice 2020, à l'acquisition d'immobilisations corporelles au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020, à la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation liée à l'adoption d'IFRS 16 et à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Immobilisations incorporelles	2 979 949	2 936 999	42 950	Liée à l'acquisition d'iTéract, qui comprenait des licences de spectre, et à l'acquisition de Thames Valley Communications au troisième trimestre de l'exercice 2020, conjuguées à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Goodwill	1 501 644	1 401 451	100 193	Liée à l'acquisition de Thames Valley Communications et d'iTéract au troisième trimestre de l'exercice 2020, combinée à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Passifs non courants				
Dette à long terme	3 342 241	3 439 399	(97 158)	Liée aux débetures garanties de premier rang, série 2, qui doivent être remboursées le 20 juillet 2020 et qui sont présentées dans la tranche courante de la dette à long terme, ainsi qu'au remboursement de 35 millions \$ US conjugué aux remboursements trimestriels sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang, facteurs contrebalancés en partie par la comptabilisation de la tranche à long terme des obligations locatives liée à l'adoption d'IFRS 16 et par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

(1) Les immobilisations incorporelles et le goodwill ont été retraités. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

8.3 DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco au 30 juin 2020. Se reporter à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions)	Nombre d'actions	Montant \$
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	1 602 217	10
Actions subalternes à droit de vote	14 399 638	115 237

8.4 FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location ainsi que de garanties. Les obligations de Cogeco, présentées dans le rapport annuel de 2019, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2019, à l'exception de ce qui suit.

Le 3 février 2020, Cogeco Communications a modifié sa facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang dont la principale modification consiste en une réduction du taux d'intérêt de 0,25 %. Par conséquent, Cogeco Communications a comptabilisé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020 un profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$. Ainsi, les charges d'intérêts sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang seront supérieures aux intérêts payés jusqu'à sa date d'échéance, en janvier 2025, Cogeco Communications continuant de comptabiliser les charges d'intérêts au taux d'intérêt effectif en vigueur avant la modification.

Le 20 décembre 2019, la Société a prorogé l'échéance de sa facilité à terme renouvelable de 100 millions \$ d'une année additionnelle, soit jusqu'au 3 février 2025.

Le 6 décembre 2019, Cogeco Communications a réduit de 50 millions \$ sa facilité à terme renouvelable pour la faire passer à 750 millions \$ et en a prorogé la date d'échéance d'une année, soit jusqu'au 24 janvier 2025. De plus, à la même date, la date d'échéance de la facilité renouvelable garantie de premier rang de 150 millions \$ US dont bénéficient deux filiales liées à Atlantic Broadband a été prorogée de 18 mois, soit jusqu'au 4 juillet 2024.

Au 31 mai 2020, la Société avait utilisé une somme de 50,0 millions \$ en vertu de sa facilité à terme renouvelable de 100 millions \$ et un montant de 0,02 million \$ en vertu de la facilité à terme renouvelable de 750 millions \$ de Cogeco Communications, pour une disponibilité restante de 50,0 millions \$ et de 749,98 millions \$, respectivement. Par ailleurs, deux filiales de Cogeco Communications bénéficient également d'une facilité renouvelable garantie de premier rang de 206,8 millions \$ (150 millions \$ US), dont une tranche de 3,3 millions \$ (2,4 millions \$ US) avait été utilisée au 31 mai 2020, pour une disponibilité restante de 203,5 millions \$ (147,6 millions \$ US).

8.5 NOTATIONS DE COGECO COMMUNICATIONS

Le tableau suivant présente les notations de Cogeco Communications et d'Atlantic Broadband.

Au 31 mai 2020	S&P	DBRS	Moody's
Cogeco Communications			
Billets et débentures garantis de premier rang	BBB-	BBB (faible)	SN
Atlantic Broadband			
Facilités de crédit de premier rang	BB	SN	B1

SN : sans notation

Notre capacité à avoir accès aux marchés des capitaux d'emprunt et aux marchés du crédit bancaire et le coût et l'ampleur du financement disponible dépendent en partie de la qualité de nos notations. Les obligations assorties d'une notation de catégorie BBB sont considérées comme étant de qualité supérieure, et leur coût de financement est généralement inférieur à celui des obligations assorties de la notation BB/B. De plus, les obligations assorties d'une notation BBB ont généralement un meilleur accès au financement que celles assorties de notations BB/B.

Le 28 janvier 2020, S&P a rehaussé d'un échelon la notation des facilités de crédit de premier rang d'Atlantic Broadband, la faisant ainsi passer de BB- à BB, compte tenu que son importance stratégique pour Cogeco Communications s'est accrue au fil du temps.

8.6 GESTION FINANCIÈRE

Risque de taux d'intérêt

La Société et sa filiale, Cogeco Communications, sont exposées au risque de taux d'intérêt relativement à leurs instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 31 mai 2020, la totalité de la dette à long terme de la Société et de Cogeco Communications portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité à terme renouvelable de la Société et aux termes des facilités de crédit de premier rang de Cogeco Communications, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, la filiale américaine de Cogeco Communications a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt fixe. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 31 mai 2020.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	1,1 milliard \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	2,017 % à 2,262 %	Janvier 2021 à novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 7,8 millions \$ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 mai 2020.

Risque de change

Cogeco Communications est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières annuelles d'approximativement 10,2 millions \$ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 mai 2020.

De plus, les investissements nets de Cogeco Communications dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, notamment en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le risque lié aux investissements globaux en dollars américains est réduit, puisqu'une partie a été empruntée en dollars américains.

Le tableau qui suit présente les investissements globaux dans des établissements à l'étranger attribuables aux propriétaires de Cogeco Communications ainsi que les montants notionnels de la dette empruntée pour couvrir ces investissements au 31 mai 2020.

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissements globaux	Élément couvert
Investissements nets	390 millions \$ US	1 061 millions \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains au 31 mai 2020 était de 1,3787 \$ pour un dollar américain (1,3295 \$ au 31 août 2019). Une baisse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait diminuer les autres éléments du résultat global d'approximativement 92,5 millions \$.

Risque de marché

La Société et sa filiale, Cogeco Communications, utilisent des instruments dérivés pour gérer l'exposition des flux de trésorerie au risque de variation du prix de leurs actions subalternes à droit de vote en vertu des régimes d'unités d'actions différées. Par conséquent, la Société et Cogeco Communications utilisent des conventions de swap sur actions pour couvrir le risque d'appréciation du prix de marché à l'égard de leurs actions subalternes à droit de vote.

Le tableau qui suit présente les contrats dérivés sur actions en cours de la Société au 31 mai 2020.

Type de couverture	Notionnel	Échéance	Prix moyen de l'action	Élément couvert
Économique	37 100 unités	Janvier 2021	93,33 \$	Exposition aux prix des actions

Le tableau qui suit présente les contrats dérivés sur actions en cours de Cogeco Communications au 31 mai 2020.

Type de couverture	Notionnel	Échéance	Prix moyen de l'action	Élément couvert
Économique	48 000 unités	Janvier 2021	102,61 \$	Exposition aux prix des actions

Au 31 mai 2020, les swaps sur actions avaient une juste valeur de 0,2 million \$ et avaient été comptabilisés à titre de passif. Une hausse de 10 % du prix de marché des actions subalternes à droit de vote au 31 mai 2020 se traduirait par un profit d'environ 0,8 million \$ attribuable à l'appréciation de la juste valeur des swaps sur actions, contrebalancé par une augmentation de 0,8 million \$ de la charge liée aux régimes d'unités d'actions différées.

8.7 MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les taux moyens en vigueur au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2020 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des communications s'établissaient comme suit :

	Trimestres clos les				Périodes de neuf mois closes les			
	31 mai 2020	31 mai 2019	Variation	Variation	31 mai 2020	31 mai 2019	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Dollar américain par rapport au dollar canadien	1,3994	1,3402	0,06	4,4	1,3466	1,3266	0,02	1,5

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens d'une dépréciation de 10 %, ou 0,13 \$, du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les résultats du secteur des communications pour la période de neuf mois clos le 31 mai 2020.

		Secteur des communications
Période de neuf mois close le 31 mai 2020		Incidence du taux de change
(en milliers de dollars)		\$
Produits		81 555
Charges d'exploitation		46 553
Honoraires de gestion – Cogeco inc.		—
BAIIA ajusté		35 002
Acquisitions d'immobilisations corporelles		24 700
Flux de trésorerie disponibles		887

9. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les normes IFRS. Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (« CPCI ») et du CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco est fondé sur les critères publiés dans la version mise à jour du rapport intitulé *Internal Control Integrated Framework* du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission publiée en mai 2013.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 31 mai 2020 et ont conclu que ces derniers étaient adéquats. De plus, aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2020.

10. INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco figure dans le rapport annuel de 2019, disponible aux adresses www.sedar.com et corpo.cogeco.com. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport annuel de 2019, qui sont par les présentes intégrés par renvoi.

RISQUES LIÉS À LA RÉGLEMENTATION

Le 15 août 2019, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a rendu une décision sur l'établissement des coûts et a établi les nouveaux tarifs des services de gros groupés pour les revendeurs Internet, réduisant ainsi de façon significative les tarifs provisoires fixés précédemment en 2016, tout en autorisant l'application rétroactive des nouveaux tarifs. Le 13 septembre 2019, Cogeco Communications a déposé, conjointement avec d'autres fournisseurs de services de télécommunications (les « entreprises de câblodistribution »), une demande d'autorisation d'appel de la décision du CRTC auprès de la Cour d'appel fédérale (la « CAF ») et de suspendre ses effets dans l'attente d'une décision de la Cour au sujet de la demande d'appel. Le 22 novembre 2019, la CAF a autorisé l'appel de la décision du CRTC et a suspendu la décision dans l'attente du jugement définitif, et par conséquent, les exploitants ne sont pas tenus pour l'instant d'appliquer ces nouveaux tarifs ni de verser les paiements rétroactifs. La cause a été entendue les 25 et 26 juin 2020, mais aucune décision n'a été encore rendue.

Outre l'appel autorisé par la CAF, les entreprises de câblodistribution ont déposé le 13 novembre 2019 une requête auprès du gouverneur en conseil, intimant le Conseil des ministres d'ordonner au CRTC de réexaminer la décision parallèlement à l'examen prévu par le CRTC de son cadre réglementaire en matière de services filaires de gros et conformément à des considérations politiques spécifiques. La requête auprès du Conseil des ministres a été publiée le 13 décembre 2019. Les parties concernées ont déposé leurs commentaires le 14 février 2020 et une décision devrait être rendue en août 2020. En outre, le 13 décembre 2019, les entreprises de câblodistribution ont soumis au CRTC une demande de révision et de modification de la décision du CRTC s'appuyant sur des doutes sérieux quant à la justesse de la méthode d'établissement des tarifs appliquée par le CRTC dans le cadre de sa décision. Les parties concernées ont déposé leurs commentaires puis les entreprises de câblodistribution ont déposé leur réponse le 13 mars 2020.

Par conséquent, la Société n'a pas comptabilisé l'incidence des nouveaux tarifs réduits dans les états financiers du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2020.

CRISES ET URGENCES EN MATIÈRE DE SANTÉ PUBLIQUE, COMME LES ÉPIDÉMIES ET LES PANDÉMIES

L'incertitude économique entourant la pandémie de COVID-19 et ses répercussions sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société demeurent inconnues. La pandémie a eu plusieurs répercussions sur nos activités au cours du dernier trimestre (se reporter à la rubrique « Mise à jour relative aux répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les activités et les résultats »), mais aucune de celles-ci, prise individuellement, n'a eu une incidence significative sur nos résultats. Néanmoins, la direction ne peut pas prédire comment évoluera la pandémie, et elle ne peut pas non plus prédire toutes les conséquences possibles ni la manière dont la pandémie influera négativement, d'une manière significative directe ou indirecte, sur nos activités dans l'avenir, car ces effets dépendront des développements futurs, qui comportent un degré élevé d'incertitude et qui ne peuvent être prévus avec certitude, ce qui comprend la propagation de la maladie, la durée de l'éclosion, les effets sur les dépenses des entreprises et des consommateurs et sur notre chaîne d'approvisionnement, ainsi que l'efficacité des mesures prises par les autorités visant à contenir cette pandémie au Canada et aux États-Unis.

11. MÉTHODES COMPTABLES

11.1 ADOPTION DE NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES

IFRS 16

Avec prise d'effet le 1^{er} septembre 2019, la Société a adopté IFRS 16, *Contrats de location*, selon l'application rétrospective modifiée, en vertu de laquelle les états financiers des périodes présentées antérieurement ne sont pas retraités et l'effet cumulatif de l'application initiale est ajusté dans les bénéfices non distribués d'ouverture. IFRS 16 remplace les anciennes normes comptables concernant les contrats de location, y compris IAS 17, *Contrats de location*, et IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, et établit un modèle complet pour l'identification des contrats de location et leur comptabilisation, évaluation et présentation dans les états financiers des preneurs et des bailleurs.

IFRS 16 élimine la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement pour les preneurs et exige plutôt la comptabilisation, dans l'état de la situation financière, d'un actif au titre du droit d'utilisation (qui représente le droit d'utiliser l'actif sous-jacent) ainsi que d'une obligation locative (qui représente l'obligation d'effectuer les paiements de loyers) pour tous les contrats de location à la date de début des contrats, certaines exceptions étant permises au moyen de choix et de mesures de simplification. Le traitement comptable pour les bailleurs et les contrats de location qui étaient précédemment classés comme des contrats de location-financement demeure en grande partie le même que celui prévu dans IAS 17.

En raison de l'adoption d'IFRS 16, la Société a comptabilisé une augmentation des actifs et des passifs dans l'état consolidé de la situation financière, par suite de la comptabilisation des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives correspondantes. Lors de la transition, les obligations locatives ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal connexe au 1^{er} septembre 2019. Lors de la transition, les actifs au titre de droits d'utilisation ont été évalués au montant de l'obligation locative, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer liés au contrat de location. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont présentés dans les immobilisations corporelles et les obligations locatives, dans la dette à long terme.

Le total des charges locatives sur la durée du contrat demeure inchangé, mais le moment de la comptabilisation de ces charges peut changer. En ce qui concerne les contrats de location qui étaient précédemment comptabilisés comme des contrats de location simple, la Société a comptabilisé une diminution des charges d'exploitation (attribuable au retrait des charges locatives), ainsi qu'une augmentation de la dotation aux amortissements (attribuable à l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation) et une augmentation des charges financières (attribuable à la désactualisation de l'obligation locative) dans l'état consolidé du résultat.

Même si les flux de trésorerie réels liés aux contrats de location qui étaient précédemment comptabilisés comme des contrats de location simple ne sont pas touchés, la Société a affiché une augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et une diminution des flux de trésorerie liés aux activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie. Ceci découle de la présentation du paiement de la composante capital de ces contrats de location dans les flux de trésorerie affectés aux activités de financement en vertu de la nouvelle norme, plutôt que dans les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation en vertu d'IAS 17.

Comme le permet IFRS 16, la Société a choisi d'appliquer certaines mesures de simplification. Elle a notamment choisi :

- de ne pas séparer les composantes non locatives des composantes locatives pour certaines catégories d'actifs sous-jacents;
- d'appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires;
- d'exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre du droit d'utilisation au 1^{er} septembre 2019;
- d'utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation;
- de ne pas comptabiliser les obligations locatives ni les actifs au titre du droit d'utilisation liés aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont les biens sous-jacents sont de faible valeur;
- d'exclure les immobilisations incorporelles de l'application d'IFRS 16.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} septembre 2019.

	31 août 2019	1 ^{er} septembre 2019	
	Présenté	Incidence d'IFRS 16	Lors de l'adoption d'IFRS 16
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	2 024 173	61 525	2 085 698
Tranche courante de la dette à long terme	22 624	5 882	28 506
Dette à long terme	3 439 399	60 578	3 499 977
Passifs sur contrat et autres passifs	14 450	(4 935)	9 515

L'écart entre les engagements relatifs à des contrats de location simple de 191 millions \$ au 31 août 2019 et les obligations locatives de 66,5 millions \$ comptabilisées lors de l'adoption d'IFRS 16 au 1^{er} septembre 2019 découlait principalement des facteurs suivants :

- l'exclusion de paiements de loyers d'environ 89 millions \$ liés aux contrats qui ne satisfont pas aux critères énoncés dans IFRS 16, plus particulièrement pour la location de structures de soutènement;
- l'exclusion de certains coûts d'environ 43 millions \$ qui sont engagés contractuellement en vertu de contrats de location et qui ne sont pas admissibles à la comptabilisation en tant qu'obligations locatives, comme les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux;
- l'effet dégressif de l'actualisation des paiements de loyers minimaux, selon un taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 3,86 % au 1^{er} septembre 2019, soit d'environ 23 millions \$;
- l'inclusion de paiements de loyers d'environ 35 millions \$ liés aux périodes de renouvellement et aux options de prolongation dont on a la certitude raisonnable qu'elles seront exercées, mais qui n'avaient pas été exercées au 31 août 2019.

L'adoption d'IFRS 16 n'a pas eu d'incidence importante sur le BAIIA ajusté de la Société.

IFRIC 23

IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, clarifie l'application des exigences liées à la comptabilisation et à l'évaluation d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser. En particulier, l'interprétation aide une entité à déterminer si elle doit considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou collectivement, et traite des hypothèses que formule une entité en ce qui concerne les contrôles des traitements fiscaux par les autorités fiscales, de la façon dont une entité détermine le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'imposition, ainsi que de la façon dont une entité considère les changements dans les faits et les circonstances. L'adoption d'IFRIC 23 le 1^{er} septembre 2019 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

12. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non conformes aux normes IFRS qu'utilise Cogeco tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de la Société et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de nos unités d'affaires. Le rapprochement entre les « flux de trésorerie disponibles » et le « BAIIA ajusté » et les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS est également présenté. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les normes IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le présent rapport de gestion présente également des indicateurs de rendement clés sur la base d'un taux de change constant, y compris les produits, le « BAIIA ajusté », les acquisitions d'immobilisations corporelles et les « flux de trésorerie disponibles ». Les mesures sur la base d'un taux de change constant sont considérées comme des mesures non conformes aux normes IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Mesure non conforme aux normes IFRS	Utilisation	Calcul	Mesure la plus comparable selon les normes IFRS
BAIIA ajusté	Le BAIIA ajusté est une mesure clé couramment présentée et utilisée dans le secteur des télécommunications, puisqu'il permet d'établir une comparaison entre des sociétés dont la structure du capital diffère et qu'il constitue une mesure plus actuelle, celle-ci ne comprenant pas les investissements passés dans les actifs. Le BAIIA ajusté compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière. Le BAIIA ajusté des unités d'affaires de Cogeco correspond au bénéfice sectoriel présenté à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.	BAIIA ajusté : – bénéfice de la période lié aux activités poursuivies; Ajouter : – impôts sur le résultat; – charges financières; – dotation aux amortissements; – frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.	Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies
Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	La direction et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie disponibles pour mesurer la capacité de Cogeco à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.	Flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ : – BAIIA ajusté; Ajouter : – amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme; – rémunération fondée sur des actions; – perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles; – charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations; Déduire : – frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; – charges financières⁽²⁾; – impôts exigibles; – acquisition d'immobilisations corporelles⁽³⁾; – remboursement des obligations locatives.	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
Sur la base d'un taux de change constant	Les produits, les charges d'exploitation, le BAIIA ajusté, les acquisitions d'immobilisations corporelles et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures présentées sur la base d'un taux de change constant afin de permettre une meilleure compréhension de la performance financière sous-jacente de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change.	Les données sur la base d'un taux de change constant sont obtenues en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change en vigueur pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les taux de change moyens au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2019 étaient de 1,3402 \$ CA pour 1 \$ US et de 1,3266 \$ CA pour 1 \$ US, respectivement.	Aucune mesure comparable selon les normes IFRS

(1) Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020, la Société a modifié la méthode de calcul de ses flux de trésorerie disponibles afin de refléter la manière dont la Société analyse ses flux de trésorerie disponibles et en établit les prévisions. Cette modification n'a pas d'incidence sur les résultats obtenus en vertu des calculs actuels et des anciens calculs et, par conséquent, les flux de trésorerie disponibles pour les périodes correspondantes n'ont pas été touchés par cette modification.

(2) Excluent le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette.

(3) Exclut l'acquisition d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre.

12.1 RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Le rapprochement entre les flux de trésorerie disponibles et la mesure financière la plus comparable conforme aux normes IFRS se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 mai 2020	31 mai 2019	31 mai 2020	31 mai 2019
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	292 075	267 388	679 263	575 172
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	2 403	2 213	7 219	6 570
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	(24 543)	(10 398)	53 297	101 801
Impôts sur le résultat payés (recouvrés)	(6 538)	(8 793)	29 562	40 242
Impôts exigibles	(15 851)	(13 510)	(46 156)	(45 354)
Charges financières payées	38 700	43 464	110 336	132 657
Charges financières ⁽¹⁾	(41 626)	(42 802)	(118 566)	(137 088)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(123 778)	(97 169)	(357 030)	(292 456)
Remboursement des obligations locatives	(1 689)	—	(4 812)	—
Flux de trésorerie disponibles	119 153	140 393	353 113	381 544

(1) Excluent le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2020.

12.2 RAPPROCHEMENT DU BAIIA AJUSTÉ

Le rapprochement entre le BAIIA ajusté et la mesure financière la plus comparable conforme aux normes IFRS se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 mai 2020	31 mai 2019	31 mai 2020	31 mai 2019
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	97 496	102 559	305 096	272 972
Impôts sur le résultat	29 059	23 490	84 315	67 268
Charges financières	41 626	42 802	95 668	137 088
Dotation aux amortissements	130 251	119 929	377 933	361 659
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	12	1 155	5 550	12 012
BAIIA ajusté	298 444	289 935	868 562	850 999

13. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos	les 31 mai		le 29 février	le 28 février	les 30 novembre		les 31 août	
	2020	2019	2020	2019	2019	2018	2019	2018
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Opérations								
Produits	626 013	617 617	610 797	608 574	618 469	607 361	610 510	592 277
BAlIA ajusté	298 444	289 935	279 609	284 863	290 509	276 201	280 981	268 942
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	12	1 155	5 458	3 823	80	7 034	839	1 812
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	97 496	102 559	113 384	87 646	94 216	82 767	95 193	78 340
Bénéfice (perte) de la période lié(e) aux activités abandonnées	—	82 451	—	(5 369)	—	(3 622)	1 920	(1 052)
Bénéfice de la période	97 496	185 010	113 384	82 277	94 216	79 145	97 113	77 288
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	31 118	33 744	34 975	27 366	31 284	27 314	30 798	25 498
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	31 118	59 883	34 975	25 667	31 284	26 168	31 445	25 165
Flux de trésorerie								
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	292 075	267 388	236 117	204 665	151 071	103 119	314 905	268 679
Acquisitions d'immobilisations corporelles	123 778	97 169	111 222	94 138	122 030	101 149	146 599	164 472
Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	119 153	140 393	125 067	128 229	108 893	112 922	87 611	51 354
Bénéfice (perte) par action⁽²⁾								
De base								
Lié aux activités poursuivies	1,96	2,09	2,19	1,69	1,96	1,68	1,91	1,56
Lié(e) aux activités abandonnées	—	1,62	—	(0,10)	—	(0,07)	0,04	(0,02)
Lié aux activités poursuivies et abandonnées	1,96	3,71	2,19	1,58	1,96	1,61	1,95	1,54
Dilué(e)								
Lié aux activités poursuivies	1,94	2,07	2,18	1,67	1,94	1,67	1,89	1,55
Lié(e) aux activités abandonnées	—	1,61	—	(0,10)	—	(0,07)	0,04	(0,02)
Lié aux activités poursuivies et abandonnées	1,94	3,68	2,18	1,57	1,94	1,60	1,93	1,52
Dividendes par action	0,475	0,43	0,475	0,43	0,475	0,43	0,43	0,39

(1) Excluent le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2020.

(2) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

13.1 SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation de Cogeco ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est du secteur des communications, le nombre de clients des services Internet et de vidéo est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances et de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des institutions d'enseignement. Aux États-Unis, certaines régions sont également assujetties à des variations saisonnières attribuables à l'hiver et à l'été.

14. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Ce rapport de gestion a été préparé le 15 juillet 2020. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

/s/ Louis Audet

Louis Audet

Président exécutif du conseil d'administration

/s/ Philippe Jetté

Philippe Jetté

Président et chef de la direction

Cogeco inc.
Montréal (Québec)
Le 15 juillet 2020



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2020

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT
(non audité)

		Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	Notes	2020	2019	2020	2019
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)		\$	\$	\$	\$
Produits	3	626 013	617 617	1 855 279	1 833 552
Charges d'exploitation	7	327 569	327 682	986 717	982 553
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	4	12	1 155	5 550	12 012
Dotation aux amortissements	8	130 251	119 929	377 933	361 659
Charges financières	9	41 626	42 802	95 668	137 088
Bénéfice avant impôts sur le résultat		126 555	126 049	389 411	340 240
Impôts sur le résultat	10	29 059	23 490	84 315	67 268
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies		97 496	102 559	305 096	272 972
Bénéfice de la période lié aux activités abandonnées		—	82 451	—	73 460
Bénéfice de la période		97 496	185 010	305 096	346 432
Bénéfice de la période attribuable aux :					
Propriétaires de la Société		31 118	59 883	97 377	111 718
Participations ne donnant pas le contrôle		66 378	125 127	207 719	234 714
		97 496	185 010	305 096	346 432
Bénéfice par action					
De base	11				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies		1,96	2,09	6,11	5,46
Bénéfice de la période lié aux activités abandonnées		—	1,62	—	1,44
Bénéfice de la période		1,96	3,71	6,11	6,90
Dilué	11				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies		1,94	2,07	6,06	5,41
Bénéfice de la période lié aux activités abandonnées		—	1,61	—	1,43
Bénéfice de la période		1,94	3,68	6,06	6,84

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2020	2019	2020	2019
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période	97 496	185 010	305 096	346 432
Autres éléments du résultat global				
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie</i>				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	(24 260)	(35 624)	(34 089)	(53 912)
Impôts sur le résultat connexes	6 429	9 440	9 033	14 287
	(17 831)	(26 184)	(25 056)	(39 625)
<i>Ajustements au titre de l'écart de change</i>				
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	49 181	46 865	68 050	62 189
Variation nette à la conversion de la dette à long terme désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(13 964)	(21 820)	(19 188)	(29 802)
Écart de change réalisé à la cession d'une filiale	—	(29 809)	—	(29 809)
Impôts sur le résultat connexes	(176)	—	(244)	—
	35 041	(4 764)	48 618	2 578
	17 210	(30 948)	23 562	(37 047)
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies</i>				
Réévaluation du passif ou de l'actif net au titre des régimes à prestations définies	5 304	(10 106)	4 590	(16 280)
Impôts sur le résultat connexes	(1 406)	2 682	(1 146)	4 388
	3 898	(7 424)	3 444	(11 892)
	21 108	(38 372)	27 006	(48 939)
Résultat global de la période	118 604	146 638	332 102	297 493
Résultat global de la période attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	35 387	42 216	102 027	88 175
Participations ne donnant pas le contrôle	83 217	104 422	230 075	209 318
	118 604	146 638	332 102	297 493

	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société				Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital social	Réserve de rémunération fondée sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués		
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	(Note 13)		(Note 14)			
Solde au 31 août 2018	108 838	9 147	36 335	556 588	1 700 783	2 411 691
Bénéfice de la période	—	—	—	111 718	234 714	346 432
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	(15 695)	(7 848)	(25 396)	(48 939)
Résultat global de la période	—	—	(15 695)	103 870	209 318	297 493
Rémunération fondée sur des actions	—	3 743	—	—	3 102	6 845
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	—	(233)	—	—	4 127	3 894
Dividendes (Note 13 C))	—	—	—	(20 887)	(53 082)	(73 969)
Effet des variations de participation dans une filiale sur les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	(2 079)	2 079	—
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	(1 922)	—	—	(15 887)	—	(17 809)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(3 371)	—	—	—	—	(3 371)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	2 714	(1 999)	—	(715)	—	—
Rachat d'actions subalternes à droit de vote par une filiale à des fins d'annulation	—	—	—	(3 202)	(11 258)	(14 460)
Acquisition par une filiale des participations ne donnant pas le contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	—	—	—	—	(2 504)	(2 504)
Distribution aux employés par une filiale d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	—	(1 447)	—	(96)	1 543	—
Total des apports des (distributions aux) actionnaires	(2 579)	64	—	(42 866)	(55 993)	(101 374)
Solde au 31 mai 2019	106 259	9 211	20 640	617 592	1 854 108	2 607 810
Solde au 31 août 2019	106 106	9 165	10 116	629 381	1 869 111	2 623 879
Bénéfice de la période	—	—	—	97 377	207 719	305 096
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	3 118	1 532	22 356	27 006
Résultat global de la période	—	—	3 118	98 909	230 075	332 102
Rémunération fondée sur des actions	—	3 738	—	—	3 548	7 286
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	—	(359)	—	—	7 029	6 670
Dividendes (Note 13 C))	—	—	—	(22 671)	(57 294)	(79 965)
Effet des variations de participation dans une filiale sur les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	(25 656)	25 656	—
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	(963)	—	—	(10 423)	—	(11 386)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(2 801)	—	—	—	—	(2 801)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	2 471	(1 631)	—	(840)	—	—
Rachat d'actions subalternes à droit de vote par une filiale à des fins d'annulation	—	—	—	(34 423)	(111 479)	(145 902)
Acquisition par une filiale des participations ne donnant pas le contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	—	—	—	—	(5 643)	(5 643)
Distribution aux employés par une filiale d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	—	(991)	—	(233)	1 224	—
Total des apports des (distributions aux) actionnaires	(1 293)	757	—	(94 246)	(136 959)	(231 741)
Solde au 31 mai 2020	104 813	9 922	13 234	634 044	1 962 227	2 724 240

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

	Notes	31 mai 2020	31 août 2019
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>		\$	\$
			<i>(retraité, Note 6)</i>
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 B)	526 537	559 393
Créances clients et autres débiteurs		94 775	98 375
Impôts sur le résultat à recevoir		14 932	18 767
Charges payées d'avance et autres		29 742	24 184
Instrument financier dérivé		13	109
		665 999	700 828
Actifs non courants			
Autres actifs		46 548	40 412
Immobilisations corporelles		2 159 257	2 024 173
Immobilisations incorporelles		2 979 949	2 936 999
Goodwill		1 501 644	1 401 451
Actifs d'impôts différés		20 182	21 174
		7 373 579	7 125 037
Passif et capitaux propres			
Passif			
Passifs courants			
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		228 017	276 782
Provisions		33 346	36 803
Passifs d'impôts sur le résultat		29 383	16 693
Passifs sur contrat et autres passifs		47 980	43 768
Solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises		4 928	6 520
Instruments financiers dérivés		6 330	—
Tranche courante de la dette à long terme	12	230 094	22 624
		580 078	403 190
Passifs non courants			
Dette à long terme	12	3 342 241	3 439 399
Instruments financiers dérivés		74 062	46 044
Passifs sur contrat et autres passifs		12 097	14 450
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel		22 115	24 186
Passifs d'impôts différés		618 746	573 889
		4 649 339	4 501 158
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société			
Capital social	13 B)	104 813	106 106
Réserve de rémunération fondée sur des actions		9 922	9 165
Cumul des autres éléments du résultat global	14	13 234	10 116
Bénéfices non distribués		634 044	629 381
		762 013	754 768
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		1 962 227	1 869 111
		2 724 240	2 623 879
		7 373 579	7 125 037

COGECO INC.

TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE

(non audité)

		Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	Notes	2020	2019	2020	2019
(en milliers de dollars canadiens)		\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies		97 496	102 559	305 096	272 972
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Dotation aux amortissements	8	130 251	119 929	377 933	361 659
Charges financières	9	41 626	42 802	95 668	137 088
Impôts sur le résultat	10	29 059	23 490	84 315	67 268
Rémunération fondée sur des actions		2 498	1 286	7 861	7 376
(Profit) perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles		(1 599)	938	(359)	1 619
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations		363	657	1 944	1 890
		299 694	291 661	872 458	849 872
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	15 A)	24 543	10 398	(53 297)	(101 801)
Charges financières payées		(38 700)	(43 464)	(110 336)	(132 657)
Impôts sur le résultat (payés) recouvrés		6 538	8 793	(29 562)	(40 242)
		292 075	267 388	679 263	575 172
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition d'immobilisations corporelles		(123 778)	(97 169)	(357 030)	(292 456)
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	6	(81 745)	—	(81 745)	(56 050)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles		5 291	382	7 185	1 608
		(200 232)	(96 787)	(431 590)	(346 898)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Diminution de l'endettement bancaire		(732)	(33 174)	—	(949)
Augmentation (diminution) nette des facilités renouvelables		24 242	(422 994)	25 544	(418 536)
Remboursement des billets, des débentures et des facilités de crédit		(5 859)	(5 754)	(63 603)	(72 004)
Remboursement des obligations locatives		(1 689)	—	(4 812)	—
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises		—	—	(3 228)	(655)
Augmentation des coûts de transaction différés		(98)	—	(680)	(612)
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	13 B)	(2 958)	(14 163)	(11 386)	(17 809)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	13 B)	—	(3 371)	(2 801)	(3 371)
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	13 C)	(761)	(780)	(2 383)	(2 339)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	13 C)	(6 761)	(6 150)	(20 288)	(18 548)
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle		1 326	2 605	6 670	3 894
Rachat d'actions subalternes à droit de vote par une filiale à des fins d'annulation		(59 425)	(14 460)	(145 902)	(14 460)
Acquisition par une filiale des participations ne donnant pas le contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement		—	(2 504)	(5 643)	(2 504)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote payés par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle		(18 695)	(17 709)	(57 294)	(53 082)
		(71 410)	(518 454)	(285 806)	(600 975)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés dans une monnaie étrangère					
		2 987	1 710	5 277	966
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités poursuivies		23 420	(346 143)	(32 856)	(371 735)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités abandonnées		—	734 405	—	733 807
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début		503 117	60 162	559 393	86 352
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		526 537	448 424	526 537	448 424

NATURE DES ACTIVITÉS

Cogeco inc. (« Cogeco » ou la « Société ») est une société de portefeuille diversifiée qui exerce ses activités dans les secteurs des communications et des médias.

Sa filiale Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications ») fournit aux clientèles résidentielle et d'affaires des services Internet, de vidéo et de téléphonie au moyen de ses réseaux de fibres bidirectionnels à large bande. Elle exerce ses activités au Québec et en Ontario, au Canada, sous le nom Cogeco Connexion et sur la côte Est des États-Unis, sous la marque Atlantic Broadband (dans 11 États, du Maine jusqu'en Floride).

Sa filiale Cogeco Média détient et exploite 23 stations de radio offrant une programmation complémentaire et une couverture étendue, desservant un large éventail d'auditoires, principalement dans la province de Québec, ainsi que son agence de nouvelles, Cogeco Nouvelles.

Cogeco est une société ouverte canadienne dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CGO ». Les actions subalternes à droit de vote de Cogeco Communications sont également inscrites à la TSX sous le symbole « CCA ».

Le siège social de la Société est situé au 5, Place Ville Marie, bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 0B3.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de 2019.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que la Société a adoptées dans ses états financiers consolidés annuels de 2019, à l'exception de ce qui est divulgué à la Note 2. Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers et les instruments financiers dérivés, les accords de paiement fondés sur des actions réglés en trésorerie et les actifs des régimes de retraite qui ont été comptabilisés à la juste valeur, et pour les obligations au titre des prestations définies et les provisions, qui ont été comptabilisées à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les résultats d'exploitation pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'exploitation pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que dans le secteur des Communications, le nombre de clients du service Internet et du service de vidéo est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité économique liée au début de la période des vacances, à la fin de la saison de télévision ainsi qu'au fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. La Société offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi qu'en Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, à l'est du Connecticut, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. Aux États-Unis, les régions de Miami, du New Hampshire et du Maine sont également assujetties à des variations saisonnières.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société lors de la réunion tenue le 15 juillet 2020.

2. DÉVELOPPEMENTS EN MATIÈRE DE MÉTHODES COMPTABLES

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES

IFRS 16

Avec prise d'effet le 1^{er} septembre 2019, la Société a adopté IFRS 16, *Contrats de location*, selon l'application rétrospective modifiée, en vertu de laquelle les états financiers des périodes présentées antérieurement ne sont pas retraités et l'effet cumulatif de l'application initiale est ajusté dans les bénéfices non distribués d'ouverture. IFRS 16 remplace les anciennes normes comptables concernant les contrats de location, y compris IAS 17, *Contrats de location*, et IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, et établit un modèle complet pour l'identification des contrats de location et leur comptabilisation, évaluation et présentation dans les états financiers des preneurs et des bailleurs.

IFRS 16 élimine la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement pour les preneurs et exige plutôt la comptabilisation, dans l'état de la situation financière, d'un actif au titre du droit d'utilisation (qui représente le droit d'utiliser l'actif sous-jacent) ainsi que d'une obligation locative (qui représente l'obligation d'effectuer les paiements de loyers) pour tous les contrats de location à la date de début des contrats, certaines exceptions étant permises au moyen de choix et de mesures de simplification. Le traitement comptable pour les bailleurs et les contrats de location qui étaient précédemment classés comme des contrats de location-financement demeure en grande partie le même que celui prévu dans IAS 17.

En raison de l'adoption d'IFRS 16, la Société a comptabilisé une augmentation des actifs et des passifs dans l'état consolidé de la situation financière, par suite de la comptabilisation des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives correspondantes. Lors de la transition, les obligations locatives ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal connexe au 1^{er} septembre 2019. Lors de la transition, les actifs au titre de droits d'utilisation ont été évalués au montant de l'obligation locative, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer liés au contrat de location. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont présentés dans les immobilisations corporelles et les obligations locatives, dans la dette à long terme.

Le total des charges locatives sur la durée du contrat demeure inchangé, mais le moment de la comptabilisation de ces charges changera. En ce qui concerne les contrats de location qui étaient précédemment comptabilisés comme des contrats de location simple, la Société a comptabilisé une diminution des charges d'exploitation (attribuable au retrait des charges locatives), ainsi qu'une augmentation de la dotation aux amortissements (attribuable à l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation) et une augmentation des charges financières (attribuable à la désactualisation de l'obligation locative) dans l'état consolidé du résultat.

Même si les flux de trésorerie réels liés aux contrats de location qui étaient précédemment comptabilisés comme des contrats de location simple ne sont pas touchés, la Société a affiché une augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et une diminution des flux de trésorerie liés aux activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie. Ceci découle de la présentation du paiement de la composante capital de ces contrats de location dans les flux de trésorerie affectés aux activités de financement en vertu de la nouvelle norme, plutôt que dans les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation en vertu d'IAS 17.

Comme le permet IFRS 16, la Société a choisi d'appliquer certaines mesures de simplification. Elle a notamment choisi :

- de ne pas séparer les composantes non locatives des composantes locatives pour certaines catégories d'actifs sous-jacents;
- d'appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires;
- d'exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre du droit d'utilisation au 1^{er} septembre 2019;
- d'utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation;
- de ne pas comptabiliser les obligations locatives ni les actifs au titre du droit d'utilisation liés aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont les biens sous-jacents sont de faible valeur;
- d'exclure les immobilisations incorporelles de l'application d'IFRS 16.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 sur l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} septembre 2019.

	31 août 2019	1 ^{er} septembre 2019	
	Présenté	Incidence d'IFRS 16	Lors de l'adoption d'IFRS 16
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	2 024 173	61 525	2 085 698
Tranche courante de la dette à long terme	22 624	5 882	28 506
Dette à long terme	3 439 399	60 578	3 499 977
Passifs sur contrat et autres passifs	14 450	(4 935)	9 515

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
31 mai 2020

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ou d'unités et les données par action)

L'écart entre les engagements relatifs à des contrats de location simple de 191 millions \$ au 31 août 2019 et les obligations locatives de 66,5 millions \$ comptabilisées lors de l'adoption d'IFRS 16 au 1^{er} septembre 2019 découlait principalement des facteurs suivants :

- l'exclusion de paiements de loyers d'environ 89 millions \$ liés aux contrats qui ne satisfont pas aux critères énoncés dans IFRS 16, plus particulièrement pour la location de structures de soutènement;
- l'exclusion de certains coûts d'environ 43 millions \$ qui sont engagés contractuellement en vertu de contrats de location et qui ne sont pas admissibles à la comptabilisation en tant qu'obligations locatives, comme les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux;
- l'effet dégressif de l'actualisation sur les paiements de loyers minimaux, selon un taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 3,86 % au 1^{er} septembre 2019, soit d'environ 23 millions \$;
- l'inclusion de paiements de loyers d'environ 35 millions \$ liés aux périodes de renouvellement et aux options de prolongation dont on a la certitude raisonnable qu'elles seront exercées, mais qui n'avaient pas été exercées au 31 août 2019.

IFRIC 23

IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, clarifie l'application des exigences liées à la comptabilisation et à l'évaluation d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser. En particulier, l'interprétation aide une entité à déterminer si elle doit considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou collectivement, et traite des hypothèses que formule une entité en ce qui concerne les contrôles des traitements fiscaux par les autorités fiscales, de la façon dont une entité détermine le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'imposition, ainsi que de la façon dont une entité considère les changements dans les faits et les circonstances. L'adoption d'IFRIC 23 le 1^{er} septembre 2019 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

3. PRODUITS

Trois mois clos les 31 mai					
	Communications		Autres		Consolidé
	2020	2019	2020	2019	2020
	\$	\$	\$	\$	\$
Résidentiels ⁽¹⁾	532 908	515 407	—	—	532 908
Commerciaux ⁽²⁾	67 319	64 903	—	—	67 319
Autres ⁽³⁾	5 594	7 035	20 192	30 272	25 786
	605 821	587 345	20 192	30 272	626 013

(1) Comprennent les produits de la clientèle résidentielle des services Internet, de vidéo et de téléphonie, ainsi que de la clientèle résidentielle de gros et en provenance des revendeurs Internet.

(2) Comprennent les produits de la clientèle commerciale des services Internet, de vidéo et de téléphonie.

(3) Comprennent les recettes publicitaires, les frais de retard, les produits locatifs et d'autres produits divers.

Neuf mois clos les 31 mai					
	Communications		Autres		Consolidé
	2020	2019	2020	2019	2020
	\$	\$	\$	\$	\$
Résidentiels ⁽¹⁾	1 560 003	1 537 029	—	—	1 560 003
Commerciaux ⁽²⁾	198 938	189 053	—	—	198 938
Autres ⁽³⁾	20 174	22 065	76 164	85 405	96 338
	1 779 115	1 748 147	76 164	85 405	1 855 279

(1) Comprennent les produits de la clientèle résidentielle des services Internet, de vidéo et de téléphonie, ainsi que de la clientèle résidentielle de gros et en provenance des revendeurs Internet.

(2) Comprennent les produits de la clientèle commerciale des services Internet, de vidéo et de téléphonie.

(3) Comprennent les recettes publicitaires, les frais de retard, les produits locatifs et d'autres produits divers.

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ou d'unités et les données par action)

4. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice sectoriel de la Société est présenté en deux secteurs opérationnels : Communications et Autres. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et d'évaluer leur performance.

Le secteur des Communications fournit, par l'intermédiaire de la filiale Cogeco Communications, à sa clientèle résidentielle et d'affaires des services Internet, de vidéo et de téléphonie au moyen de ses réseaux de fibres bidirectionnels à large bande. Au Canada, Cogeco Communications exerce ses activités sous le nom de Cogeco Connexion au Québec et en Ontario, et aux États-Unis, sous la marque Atlantic Broadband, dans 11 États longeant la côte Est, du Maine jusqu'en Floride.

Le secteur Autres inclut les activités de la radiodiffusion et du siège social, ainsi que les éliminations intersectorielles. Par l'entremise de sa filiale Cogeco Média, la Société détient et exploite 23 stations de radio offrant une programmation variée et complémentaire destinée à un large éventail d'auditoires. Cogeco Média exploite également Cogeco Nouvelles, l'une des plus importantes agences de nouvelles du Québec, qui alimente des stations de radio affiliées, communautaires et indépendantes.

La Société et son principal décideur opérationnel évaluent le rendement de chaque secteur opérationnel selon son bénéfice sectoriel, qui correspond aux produits moins les charges d'exploitation et les honoraires de gestion à Cogeco inc. Les autres charges sont présentées par secteur uniquement aux fins de la présentation de l'information financière externe. Les transactions intersectorielles sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

	Trois mois clos les 31 mai					
	Communications		Autres		Consolidé	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits⁽¹⁾	605 821	587 345	20 192	30 272	626 013	617 617
Charges d'exploitation	304 921	298 444	22 648	29 238	327 569	327 682
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	6 183	4 974	(6 183)	(4 974)	—	—
Bénéfice sectoriel	294 717	283 927	3 727	6 008	298 444	289 935
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	12	1 003	—	152	12	1 155
Dotation aux amortissements	129 041	119 141	1 210	788	130 251	119 929
Charges financières	40 356	42 093	1 270	709	41 626	42 802
Bénéfice avant impôts sur le résultat	125 308	121 690	1 247	4 359	126 555	126 049
Impôts sur le résultat	28 584	22 119	475	1 371	29 059	23 490
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	96 724	99 571	772	2 988	97 496	102 559
Bénéfice de la période lié aux activités abandonnées	—	82 451	—	—	—	82 451
Bénéfice de la période	96 724	182 022	772	2 988	97 496	185 010
Acquisition d'immobilisations corporelles	123 653	96 116	125	1 053	123 778	97 169

(1) Pour la période de trois mois close le 31 mai 2020, les produits par marché géographique comprennent 340 739 \$ au Canada (356 080 \$ en 2019) et 285 274 \$ aux États-Unis (261 537 \$ en 2019).

(2) Pour la période de trois mois close le 31 mai 2020, comprennent les coûts liés à l'acquisition de Thames Valley Communications et d'iTéract dans le secteur des Communications. Pour la période de trois mois close le 31 mai 2019, comprennent principalement les coûts découlant d'un programme d'optimisation opérationnelle comprenant un programme de départ volontaire dans le secteur des Communications, ainsi que des frais d'acquisition et d'intégration dans le secteur Autres.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
31 mai 2020

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ou d'unités et les données par action)

Neuf mois clos les 31 mai					
	Communications		Autres		Consolidé
	2020	2019	2020	2019	2020
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits⁽¹⁾	1 779 115	1 748 147	76 164	85 405	1 855 279
Charges d'exploitation	907 694	901 147	79 023	81 406	986 717
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	17 227	14 670	(17 227)	(14 670)	—
Bénéfice sectoriel	854 194	832 330	14 368	18 669	868 562
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	5 531	10 438	19	1 574	5 550
Dotation aux amortissements	374 413	359 169	3 520	2 490	377 933
Charges financières	91 791	135 065	3 877	2 023	95 668
Bénéfice avant impôts sur le résultat	382 459	327 658	6 952	12 582	389 411
Impôts sur le résultat	82 016	63 153	2 299	4 115	84 315
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	300 443	264 505	4 653	8 467	305 096
Bénéfice de la période lié aux activités abandonnées	—	73 460	—	—	—
Bénéfice de la période	300 443	337 965	4 653	8 467	305 096
			(retraité, Note 6)	(retraité, Note 6)	
Total des actifs ⁽³⁾	7 157 104	6 951 079	216 475	173 958	7 373 579
Immobilisations corporelles ⁽³⁾	2 124 782	2 007 610	34 475	16 563	2 159 257
Immobilisations incorporelles ⁽³⁾	2 893 794	2 850 844	86 155	86 155	2 979 949
Goodwill ⁽³⁾	1 473 632	1 373 439	28 012	28 012	1 501 644
Acquisition d'immobilisations corporelles	355 795	289 446	1 235	3 010	357 030

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2020, les produits par marché géographique comprennent 1 039 739 \$ au Canada (1 060 437 \$ en 2019) et 815 540 \$ aux États-Unis (773 115 \$ en 2019).

(2) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2020, comprennent les coûts attribuables aux changements organisationnels et les coûts liés à l'acquisition de Thames Valley Communications et d'iTéract dans le secteur des Communications, ainsi que des frais d'intégration dans le secteur Autres. Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2019, comprennent principalement les coûts découlant d'un programme d'optimisation opérationnelle comprenant un programme de départ volontaire dans le secteur des Communications, ainsi que des frais d'acquisition et d'intégration dans le secteur Autres.

(3) Au 31 mai 2020 et au 31 août 2019.

Les tableaux suivants présentent certaines données géographiques au 31 mai 2020 et au 31 août 2019.

Au 31 mai 2020		
	Canada	États-Unis
	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 198 729	960 528
Immobilisations incorporelles	1 092 009	1 887 940
Goodwill	36 845	1 464 799
		1 501 644

	Au 31 août 2019		
	Canada	États-Unis	Total
	\$	\$	\$
	(retraité, Note 6)	(retraité, Note 6)	
Immobilisations corporelles	1 141 346	882 827	2 024 173
Immobilisations incorporelles	1 082 451	1 854 548	2 936 999
Goodwill	32 674	1 368 777	1 401 451

5. TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La Société effectue des tests annuels de dépréciation, ou plus fréquemment s'il existe des indices de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. La Société effectue ses tests annuels au quatrième trimestre de l'exercice.

Toutefois, au troisième trimestre de l'exercice 2020, la Société a effectué un test de dépréciation du goodwill et des actifs à long terme de l'UGT de Radiodiffusion, suite au fait que les indicateurs de performance financière étaient inférieurs aux prévisions initiales. La Société a déterminé que la valeur recouvrable était supérieure à la valeur comptable, et aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au 31 mai 2020.

6. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Acquisitions dans le secteur des Communications au cours de l'exercice 2020

Acquisition de Thames Valley Communications

Le 10 mars 2020, la filiale de Cogeco Communications, Atlantic Broadband, a conclu l'acquisition de Thames Valley Communications, une société de services à large bande exerçant ses activités dans le sud-est du Connecticut, pour une contrepartie nette de 50 millions \$ US.

Acquisition d'iTéract

Le 1er mai 2020, la filiale de Cogeco Communications, Cogeco Connexion, a conclu l'acquisition d'iTéract inc., un fournisseur de services de télécommunications exerçant ses activités dans le sud du Québec grâce à une combinaison de technologies d'accès sans fil fixe et de fibre optique, et propriétaire de 15 licences de spectre, pour un montant de 16 millions \$.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
31 mai 2020

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ou d'unités et les données par action)

Ces acquisitions ont été comptabilisées au moyen de la méthode de l'acquisition et sont assujetties aux ajustements postérieurs à la clôture. La répartition préliminaire du prix d'achat s'établit comme suit :

	Au 31 mai 2020		
	Thames Valley Communications	iTéract	TOTAL
	Préliminaire	Préliminaire	
	\$	\$	\$
Prix d'achat			
Contrepartie versée à la clôture	70 982	14 399	85 381
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	—	1 600	1 600
	70 982	15 999	86 981
Actifs nets acquis			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 631	5	3 636
Créances clients et autres débiteurs	1 152	12	1 164
Impôts sur le résultat à recevoir	177	—	177
Charges payées d'avance et autres	171	1	172
Autres actifs	—	5	5
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	19 401	2 936	22 337
Immobilisations incorporelles	6 391	12 468	18 859
Goodwill	44 747	4 171	48 918
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(1 982)	(238)	(2 220)
Passifs sur contrat et autres passifs	(718)	—	(718)
Dettes à long terme ⁽²⁾	(245)	—	(245)
Passifs d'impôts différés	(1 743)	(3 361)	(5 104)
	70 982	15 999	86 981

(1) Comprennent des actifs au titre de droits d'utilisation de 245 \$.

(2) Comprend uniquement des obligations locatives.

Le goodwill comptabilisé à l'égard de ces acquisitions est principalement attribuable à la croissance prévue dans les services destinés aux particuliers et aux entreprises, ainsi qu'à la force de la main-d'œuvre dans son ensemble. L'information financière relative à ces acquisitions n'est pas significative pour les résultats financiers consolidés de la Société et, par conséquent, cette information n'a pas été présentée.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
31 mai 2020

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ou d'unités et les données par action)

Acquisition dans le secteur Autres réalisée au cours de l'exercice 2019 et conclue au cours de l'exercice 2020

Acquisition de 10 stations de radio régionales

Le 26 novembre 2018, Cogeco Média a mené à terme l'acquisition de 10 stations de radio régionales appartenant à RNC Média inc. (neuf situées au Québec et une en Ontario). La transaction, d'une valeur de 19,2 millions \$, a été approuvée par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes le 11 octobre 2018.

L'acquisition a été comptabilisée au moyen de la méthode de l'acquisition et était assujettie aux ajustements postérieurs à la clôture. La répartition finale du prix d'achat a été déterminée au cours de l'exercice 2020 et s'établit comme suit :

	Finale 30 novembre 2019	Preliminaire 30 novembre 2018
	\$	\$
Prix d'achat		
Contrepartie versée à la clôture	17 174	17 174
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	2 000	2 000
Ajustement du fonds de roulement	(352)	—
	18 822	19 174
Actifs nets acquis		
Créances clients et autres débiteurs	2 022	2 354
Charges payées d'avance et autres	11	31
Immobilisations corporelles	1 337	1 337
Immobilisations incorporelles	6 237	7 354
Goodwill	9 427	8 310
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(146)	(168)
Passifs sur contrat et autres passifs	(66)	(44)
	18 822	19 174

7. CHARGES D'EXPLOITATION

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Salaires, avantages du personnel et services impartis	110 067	106 673	334 263	316 438
Coûts de prestations de service ⁽¹⁾	172 161	167 961	502 723	507 578
Coûts liés aux clients ⁽²⁾	22 512	22 480	71 938	66 254
Autres achats externes ⁽³⁾	22 829	30 568	77 793	92 283
	327 569	327 682	986 717	982 553

(1) Comprennent le coût des équipements vendus, les coûts liés au contenu et à la programmation, les paiements à d'autres entreprises de télécommunications, les frais de franchise et les coûts de réseau.

(2) Comprennent les frais de publicité et de marketing, les frais de vente, les frais de facturation, les charges pour créances douteuses et les frais de recouvrement.

(3) Comprennent les frais relatifs aux immeubles de bureaux, les honoraires professionnels, les frais liés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »), les pertes et profits sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles et les autres frais d'administration.

8. DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles ⁽¹⁾	115 162	105 649	334 270	319 224
Amortissement des immobilisations incorporelles	15 089	14 280	43 663	42 435
	130 251	119 929	377 933	361 659

(1) L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation s'est élevé à 2 235 \$ et à 6 321 \$ pour la période de trois mois et la période de neuf mois de l'exercice 2020, respectivement.

9. CHARGES FINANCIÈRES

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	40 347	44 744	120 890	137 578
Intérêts sur les obligations locatives	631	—	1 872	—
Profit lié à une modification de la dette ⁽¹⁾	—	—	(22 898)	—
Perte nette (profit net) de change	347	(2 144)	345	(2 452)
Amortissement des coûts de transaction différés	238	486	953	1 428
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ⁽²⁾	(169)	(224)	(462)	(522)
Autres	232	(60)	(5 032)	1 056
	41 626	42 802	95 668	137 088

(1) Le 3 février 2020, Cogeco Communications a modifié sa facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang; la principale modification consiste en une réduction du taux d'intérêt de 0,25 %. Par conséquent, la Société a comptabilisé un profit lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$.

(2) Pour les périodes de trois et de neuf mois closes les 31 mai 2020 et 2019, le taux d'intérêt moyen pondéré utilisé pour l'inscription à l'actif des coûts d'emprunt était de 4,5 %.

10. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Exigibles	15 851	13 510	46 156	45 354
Différés	13 208	9 980	38 159	21 914
	29 059	23 490	84 315	67 268

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
31 mai 2020

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ou d'unités et les données par action)

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux prévus par la loi du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidé.

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice avant impôts sur le résultat	126 555	126 049	389 411	340 240
Taux d'imposition combiné canadien	26,5 %	26,5 %	26,5 %	26,5 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	33 537	33 403	103 194	90 164
Écart des taux d'imposition prévus par la loi applicables aux opérations	658	(959)	1 875	63
Incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'impôts quasi adoptés	(23)	(288)	11	7
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	500	(1 662)	(575)	(490)
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	(5 610)	(7 255)	(18 223)	(21 116)
Autres	(3)	251	(1 967)	(1 360)
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	29 059	23 490	84 315	67 268

11. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente le rapprochement du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action.

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	31 118	33 744	97 377	88 424
Bénéfice de la période lié aux activités abandonnées attribuable aux propriétaires de la Société	—	26 139	—	23 294
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	31 118	59 883	97 377	111 718
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	15 878 062	16 128 430	15 931 722	16 195 800
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	61 886	63 858	62 646	63 117
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives	67 011	72 727	66 199	72 511
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	16 006 959	16 265 015	16 060 567	16 331 428
Bénéfice par action				
De base				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	1,96	2,09	6,11	5,46
Bénéfice de la période lié aux activités abandonnées	—	1,62	—	1,44
Bénéfice de la période	1,96	3,71	6,11	6,90
Dilué				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	1,94	2,07	6,06	5,41
Bénéfice de la période lié aux activités abandonnées	—	1,61	—	1,43
Bénéfice de la période	1,94	3,68	6,06	6,84

12. DETTE À LONG TERME

A) Billets, débentures et facilités de crédit

	Échéance	Taux d'intérêt %	31 mai 2020 \$	31 août 2019 \$
Société				
Facilité à terme renouvelable ⁽¹⁾				
Emprunt renouvelable	Février 2025	2,54 ⁽⁶⁾	49 578	—
Emprunt renouvelable – 16,7 millions \$ US au 31 août 2019	Février 2025	—	—	22 203
Débentures non garanties	Novembre 2021	6,50	35 257	34 901
Contrat de location-financement	—	—	—	60
Filiales⁽²⁾				
Billets garantis de premier rang				
Série A – 25 millions \$ US	Septembre 2024	4,14	34 396	33 155
Série B – 150 millions \$ US	Septembre 2026	4,29	206 280	198 845
Billets garantis de premier rang – 215 millions \$ US	Juin 2025	4,30	295 672	284 996
Débentures garanties de premier rang, série 2 ⁽³⁾	Novembre 2020	5,15	199 902	199 744
Débentures garanties de premier rang, série 3	Février 2022	4,93	199 617	199 457
Débentures garanties de premier rang, série 4	Mai 2023	4,18	298 944	298 697
Facilités de crédit de premier rang ⁽⁴⁾				
Facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang – 1 631 millions \$ US (1 678,8 millions \$ US au 31 août 2019) ⁽⁵⁾	Janvier 2025	2,17 ⁽⁶⁾⁽⁷⁾	2 187 192	2 189 965
			3 506 838	3 462 023
Moins : tranche courante			223 340	22 624
			3 283 498	3 439 399

(1) Le 20 décembre 2019, la Société a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable de 100 millions \$ en la prolongeant d'une année additionnelle, soit jusqu'au 3 février 2025.

(2) Le 6 décembre 2019, la filiale de la Société, Cogeco Communications, a réduit sa facilité à terme renouvelable de 800 millions \$ à 750 millions \$ et en a prorogé l'échéance d'une année additionnelle, soit jusqu'au 24 janvier 2025.

(3) Le 19 juin 2020, Cogeco Communications a annoncé qu'elle procéderait au remboursement anticipé des débentures garanties de premier rang, série 2. La date de remboursement sera le 20 juillet 2020.

(4) Le 6 décembre 2019, l'échéance de la facilité renouvelable garantie de premier rang de 150 millions \$ US dont bénéficient deux filiales liées à Atlantic Broadband a été prorogée de 18 mois, soit jusqu'au 4 juillet 2024.

(5) Le 3 février 2020, Cogeco Communications a modifié sa facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang; la principale modification consiste en une réduction du taux d'intérêt de 0,25 %.

(6) Taux d'intérêt sur la dette, incluant l'écart de crédit applicable.

(7) Une filiale américaine de Cogeco Communications a conclu des conventions de swap de taux d'intérêt visant à fixer le taux d'intérêt sur un montant notionnel de 1,1 milliard \$ US au titre de ses emprunts fondés sur le taux LIBOR. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable LIBOR en dollars américains à des taux fixes allant de 2,017 % à 2,262 % pour des échéances variant entre le 31 janvier 2021 et le 30 novembre 2024, en vertu de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang. Compte tenu de ces conventions, le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang est de 3,50 %.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
31 mai 2020

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ou d'unités et les données par action)

B) Obligations locatives

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats de location portant sur des immeubles, des terrains, l'infrastructure de réseau et du matériel. Les contrats de location sont généralement négociés séparément et portent sur diverses périodes fixes, mais ils peuvent également comprendre des options de renouvellement ou de résiliation.

Le taux d'intérêt moyen pondéré des obligations locatives était d'environ 3,85 % au 31 mai 2020.

	31 mai 2020
	\$
Obligations locatives	65 497
Moins : tranche courante	6 754
	58 743

13. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de premier et de second rang, pouvant être émises en série, ne comportant aucun droit de vote, sauf tel qu'il est prévu par la loi ou par les statuts de la Société.

Actions à droits de vote multiples, 20 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	31 mai 2020	31 août 2019
	\$	\$
1 602 217 actions à droits de vote multiples (1 812 860 au 31 août 2019)	10	12
14 399 638 actions subalternes à droit de vote (14 308 445 au 31 août 2019)	115 237	116 198
	115 247	116 210
61 875 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (63 075 au 31 août 2019)	(5 046)	(4 577)
67 675 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement (72 691 au 31 août 2019)	(5 388)	(5 527)
	104 813	106 106

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020, les actions à droit de vote multiples ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		\$
Solde au 31 août 2019	1 812 860	12
Conversion d'actions à droits de vote multiples en actions subalternes à droit de vote ⁽¹⁾	(210 643)	(2)
Solde au 31 mai 2020	1 602 217	10

(1) Avant la vente d'actions à droits de vote multiples détenues par Gestion Audem inc., par voie de placement privé en janvier 2020, les actions à droits de vote multiples ont été converties en actions subalternes à droit de vote. Gestion Audem a conservé le contrôle de Cogeco à la réalisation de cette transaction.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
31 mai 2020

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ou d'unités et les données par action)

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020, les actions subalternes à droit de vote ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2019	14 308 445	116 198
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation ⁽¹⁾	(119 450)	(963)
Conversion d'actions à droits de vote multiples en actions subalternes à droit de vote	210 643	2
Solde au 31 mai 2020	14 399 638	115 237

(1) Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020, aux termes de son programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, Cogeco a racheté et annulé 119 450 actions subalternes à droit de vote (236 658 en 2019), d'une valeur moyenne attribuée de 1 million \$ (1,9 million \$ en 2019), pour une contrepartie de 11,4 millions \$ (17,8 millions \$ en 2019). L'excédent du prix d'achat sur la valeur moyenne attribuée aux actions totalise 10,4 millions \$ (15,9 millions \$ en 2019) et a été comptabilisé dans les bénéfices non distribués.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS (« OPRCA »)

Le 31 juillet 2019, la Société a annoncé que la Bourse de Toronto a accepté le renouvellement de son avis d'intention de procéder à une OPRCA lui permettant d'acquérir, à des fins d'annulation, jusqu'à 300 000 actions subalternes à droit de vote, entre le 2 août 2019 et le 1^{er} août 2020.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2019	63 075	4 577
Actions subalternes à droit de vote acquises	18 150	1 880
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(19 350)	(1 411)
Solde au 31 mai 2020	61 875	5 046

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2019	72 691	5 527
Actions subalternes à droit de vote acquises	8 888	921
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(13 904)	(1 060)
Solde au 31 mai 2020	67 675	5 388

C) DIVIDENDES

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2020, des dividendes déterminés trimestriels de 0,475 \$ l'action, pour un total de 1,425 \$ l'action ont été versés aux détenteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un total de 22,7 millions \$, comparativement à des dividendes déterminés trimestriels de 0,43 \$ l'action, pour un total de 1,29 \$ l'action, ou 20,9 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 mai 2019.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
31 mai 2020

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ou d'unités et les données par action)

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2020, des dividendes déterminés trimestriels de 0,58 \$ l'action, pour un total de 1,74 \$ l'action, ont été versés par la filiale de la Société, Cogeco Communications, aux participations ne donnant pas le contrôle, pour un total de 57,3 millions \$, comparativement à des dividendes déterminés trimestriels de 0,525 \$ l'action, pour un total de 1,575 \$ l'action, ou 53,1 millions \$, pour la période de neuf mois close le 31 mai 2019.

	Neuf mois clos les 31 mai	
	2020	2019
	\$	\$
Attribuables aux propriétaires de la Société		
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	2 383	2 339
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	20 288	18 548
	22 671	20 887
Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	57 294	53 082

Au cours de sa réunion du 15 juillet 2020, le conseil d'administration de Cogeco a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,475 \$ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 12 août 2020 aux actionnaires inscrits en date du 29 juillet 2020.

D) RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société et sa filiale, Cogeco Communications, offrent à leurs employés et à ceux de leurs filiales des régimes d'achat d'actions et offrent également à leurs hauts dirigeants et employés désignés des régimes d'options sur actions. Aux termes de ces régimes, un maximum de 10 % des actions subalternes à droit de vote en circulation sont disponibles. De plus, la Société et sa filiale, Cogeco Communications, offrent des régimes d'unités d'actions incitatives et des régimes d'unités d'actions liées au rendement à leurs hauts dirigeants et employés désignés, et des régimes d'unités d'actions différées aux membres du conseil d'administration. Une description détaillée de ces régimes se trouve dans les états financiers consolidés annuels de 2019 de la Société.

Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2020, Cogeco n'a attribué aucune option sur actions à ses employés en vertu du régime d'options sur actions de la Société, et aucune option n'était en circulation au 31 mai 2020 et au 31 août 2019.

En vertu du régime d'options sur actions de Cogeco Communications, les options suivantes ont été attribuées et étaient en circulation au 31 mai 2020 :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$
En circulation au 31 août 2019	715 614	65,93
Attribuées ⁽¹⁾	207 150	114,19
Exercées ⁽²⁾	(105 765)	63,07
Annulées	(14 400)	71,58
En circulation au 31 mai 2020	802 599	78,66
Pouvant être exercées au 31 mai 2020	290 879	59,93

- (1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2020, Cogeco Communications a attribué 110 875 options sur actions à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications.
- (2) Pour les options sur actions exercées pendant la période, le prix moyen pondéré de l'action était de 110,44 \$.

Une charge de rémunération de 531 000 \$ et de 1 449 000 \$ (44 000 \$ et 976 000 \$ en 2019) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2020 relativement à ce régime.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
31 mai 2020

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ou d'unités et les données par action)

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées par Cogeco Communications au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2020 était de 18,43 \$ l'option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution aux fins de la détermination de la rémunération fondée sur des actions liée aux options, au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	%
Taux de dividende attendu	2,07
Volatilité attendue	20,51
Taux d'intérêt sans risque	1,53
Durée prévue (en années)	5,9

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives de la Société, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées et étaient en circulation au 31 mai 2020 :

En circulation au 31 août 2019	63 075
Attribuées	18 150
Distribuées	(19 350)
En circulation au 31 mai 2020	61 875

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives de Cogeco Communications, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées et étaient en circulation au 31 mai 2020 :

En circulation au 31 août 2019	71 825
Attribuées	28 225
Distribuées	(21 268)
Annulées	(3 141)
En circulation au 31 mai 2020	75 641

Une charge de rémunération de 1 023 000 \$ et de 2 717 000 \$ (938 000 \$ et 2 761 000 \$ en 2019) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2020 relativement à ces régimes.

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement de la Société, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées et étaient en circulation au 31 mai 2020 :

En circulation au 31 août 2019	72 515
Attribuées	17 575
Distribuées	(13 904)
Annulées	(9 934)
Équivalents de dividendes	1 006
En circulation au 31 mai 2020	67 258

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
31 mai 2020

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ou d'unités et les données par action)

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement de Cogeco Communications, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées et étaient en circulation au 31 mai 2020 :

En circulation au 31 août 2019	107 551
Attribuées ⁽¹⁾	39 425
Distribuées	(30 335)
Annulées	(3 873)
Équivalents de dividendes	1 830
En circulation au 31 mai 2020	114 598

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2020, Cogeco Communications a attribué 14 375 unités d'actions liées au rendement à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications.

Une charge de rémunération de 1 243 000 \$ et de 3 120 000 \$ (840 000 \$ et 3 108 000 \$ en 2019) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2020 relativement à ces régimes.

En vertu du régime d'unités d'actions différées de la Société, les unités d'actions différées suivantes ont été émises et étaient en circulation au 31 mai 2020 :

En circulation au 31 août 2019	32 877
Émises	4 679
Équivalents de dividendes	543
En circulation au 31 mai 2020	38 099

En vertu du régime d'unités d'actions différées de Cogeco Communications, les unités d'actions différées suivantes ont été émises et étaient en circulation au 31 mai 2020 :

En circulation au 31 août 2019	42 679
Émises ⁽¹⁾	7 233
Équivalents de dividendes	761
En circulation au 31 mai 2020	50 673

(1) Au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2020, Cogeco Communications a émis 1 847 unités d'actions différées aux administrateurs du conseil de Cogeco.

Une diminution de la charge de rémunération de 299 000 \$ et une charge de rémunération de 575 000 \$ ont été comptabilisées pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2020 relativement à ces régimes. Une charge de rémunération de 1 720 000 \$ et de 2 787 000 \$ a été comptabilisée pour les périodes respectives de l'exercice 2019 relativement à ces régimes.

14. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de couvertures de flux de trésorerie	Écart de change	Total
	\$	\$	\$
Solde au 31 août 2018	8 166	28 169	36 335
Autres éléments du résultat global	(12 545)	(3 150)	(15 695)
Solde au 31 mai 2019	(4 379)	25 019	20 640
Solde au 31 août 2019	(10 740)	20 856	10 116
Autres éléments du résultat global	(7 973)	11 091	3 118
Solde au 31 mai 2020	(18 713)	31 947	13 234

15. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

A) VARIATIONS DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Créances clients et autres débiteurs	16 398	4 969	6 371	(2 631)
Charges payées d'avance et autres	4 644	4 058	(4 722)	(4 325)
Autres actifs	(940)	(1 338)	(5 354)	(5 091)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	5 843	(2 549)	(49 681)	(101 467)
Provisions	1 535	2 622	(4 852)	6 817
Passifs sur contrat et autres passifs	(2 937)	2 636	4 941	4 896
	24 543	10 398	(53 297)	(101 801)

B) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 mai 2020	31 août 2019
	\$	\$
Trésorerie	426 558	559 393
Équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	99 979	—
	526 537	559 393

(1) Comprennent des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

16. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société et ses filiales offrent à leurs employés des régimes de retraite à prestations définies, des régimes de retraite à cotisations définies ou des régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

La charge totale liée à ces régimes se détaille comme suit :

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Régimes à prestations définies				
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)				
Coût des services rendus au cours de la période	947	781	2 841	2 343
Charges administratives	75	119	225	357
Comptabilisée dans les charges financières (autres)				
Intérêts nets	135	(49)	406	(132)
Régimes à cotisations définies et régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs				
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)	2 454	2 489	7 265	7 375
	3 611	3 340	10 737	9 943

17. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger Cogeco et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de marché qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de liquidité

Au 31 mai 2020, la Société avait utilisé une somme de 50 millions \$ en vertu de sa facilité à terme renouvelable de 100 millions \$ et un montant de 0,02 million \$ en vertu de la facilité à terme renouvelable de 750 millions \$ de Cogeco Communications, pour une disponibilité restante de 50 millions \$ et de 749,98 millions \$, respectivement. Par ailleurs, deux filiales de Cogeco Communications disposent également d'une facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de 206,8 millions \$ (150 millions \$ US), dont un montant de 3,3 millions \$ (2,4 millions \$ US) avait été utilisé au 31 mai 2020, pour une disponibilité restante de 203,5 millions \$ (147,6 millions \$ US).

Risque de taux d'intérêt

La Société et sa filiale, Cogeco Communications, sont exposées au risque de taux d'intérêt relativement à leurs instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 31 mai 2020, la totalité de la dette à long terme de la Société et de Cogeco Communications portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité à terme renouvelable de la Société et aux termes des facilités de crédit de premier rang de Cogeco Communications, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, la filiale américaine de Cogeco Communications a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt fixe. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 31 mai 2020.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	1,1 milliard \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	2,017 % à 2,262 %	Janvier 2021 à novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 7,8 millions \$ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 mai 2020.

Risque de change

Cogeco Communications est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières annuelles d'approximativement 10,2 millions \$ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 mai 2020.

De plus, les investissements nets de Cogeco Communications dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, notamment en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le risque lié aux investissements globaux en dollars américains est réduit, puisqu'une partie a été empruntée en dollars américains.

Le tableau qui suit présente les investissements globaux dans des établissements à l'étranger attribuables aux propriétaires de Cogeco Communications ainsi que les montants notionnels de la dette empruntée pour couvrir ces investissements, au 31 mai 2020.

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissement global	Élément couvert
Investissement net	390 millions \$ US	1 061 millions \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains au 31 mai 2020 était de 1,3787 \$ pour un dollar américain (1,3295 \$ au 31 août 2019). Une baisse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait baisser les autres éléments du résultat global d'approximativement 92,5 millions \$.

Risque de marché

La Société et sa filiale, Cogeco Communications, utilisent des instruments dérivés pour gérer l'exposition des flux de trésorerie au risque de variation du prix de leurs actions subalternes à droit de vote en vertu des régimes d'unités d'actions différées. Par conséquent, la Société et Cogeco Communications utilisent des conventions de swap sur actions pour couvrir sur le plan économique le risque d'appréciation du prix de marché à l'égard de leurs actions subalternes à droit de vote.

Le tableau qui suit présente les contrats dérivés sur actions en cours de la Société au 31 mai 2020.

Type de couverture	Notionnel	Échéance	Prix moyen de l'action	Élément couvert
Économique	37 100 unités	Janvier 2021	93,33 \$	Exposition aux prix des actions

Le tableau qui suit présente les contrats dérivés sur actions en cours de Cogeco Communications au 31 mai 2020.

Type de couverture	Notionnel	Échéance	Prix moyen de l'action	Élément couvert
Économique	48 000 unités	Janvier 2021	102,61 \$	Exposition aux prix des actions

Au 31 mai 2020, les swaps sur actions avaient une juste valeur de 0,2 million \$ et avaient été comptabilisés à titre de passif. Une hausse de 10 % du prix de marché des actions subalternes à droit de vote au 31 mai 2020 se traduirait par un profit d'environ 0,8 million \$ attribuable à l'appréciation de la juste valeur des swaps sur actions, facteur contrebalancé par une augmentation de 0,8 million \$ de la charge liée aux régimes d'unités d'actions différées.

B) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	31 mai 2020		31 août 2019	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme, excluant les obligations locatives	3 506 838	3 643 383	3 462 023	3 580 480

C) GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, la Société a pour objectif de s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour combler les besoins de capitaux de ses diverses entreprises, y compris pour saisir les occasions de croissance. La Société gère la structure de son capital et fait des ajustements en fonction de la conjoncture économique générale, des risques inhérents aux actifs sous-jacents et de ses besoins en fonds de roulement. La gestion de la structure du capital comprend l'émission de nouveaux titres d'emprunt, le remboursement des emprunts existants, l'émission ou le rachat de titres de capitaux propres et les distributions aux actionnaires. La structure du capital de la Société comprend les capitaux propres, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'endettement bancaire et la dette à long terme.

Au 31 mai 2020 et au 31 août 2019, la Société et Cogeco Communications se conformaient à toutes les clauses restrictives sur leurs dettes et n'étaient assujetties à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Les clauses restrictives financières liées à l'endettement de Cogeco inc. se fondent principalement sur le ratio de l'endettement net sur le BAIIA ajusté calculé en fonction du BAIIA ajusté de sa filiale Cogeco Média, ainsi que des dividendes et honoraires de gestion reçus de Cogeco Communications, déduction faite des dépenses du siège social.

COGECO INC.
NOTES ANNEXES
31 mai 2020

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ou d'unités et les données par action)

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de Cogeco Communications.

	31 mai 2020	31 août 2019
Endettement net ⁽¹⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	2,7	2,6
BAIIA ajusté ⁽²⁾ / charges financières ⁽²⁾	7,3	6,3

(1) L'endettement net se définit comme le total du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises et du capital sur la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

(2) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour la période de douze mois close le 31 mai 2020, et pour l'exercice clos le 31 août 2019. Les charges financières pour la période de douze mois close le 31 mai 2020 excluent le profit lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$.

18. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco fournit à Cogeco Communications des services de direction, d'administration, de planification stratégique, des services financiers et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. La convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco Communications ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Les honoraires de gestion versés à Cogeco pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 31 mai 2020 se sont chiffrés à 6,2 millions \$ et à 17,2 millions \$, respectivement, comparativement à 5,0 millions \$ et à 14,7 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2019.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par Cogeco Communications. Toutefois, au cours des périodes de neuf mois closes les 31 mai 2020 et 2019, Cogeco Communications a attribué des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications, et elle a émis des unités d'actions différées aux administrateurs du conseil de Cogeco, comme l'illustre le tableau suivant :

	Neuf mois clos les 31 mai	
	2020	2019
Options sur actions	110 875	97 725
Unités d'actions liées au rendement	14 375	14 625
Unités d'actions différées	1 847	2 469

Le tableau qui suit présente les montants que Cogeco Communications a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de Cogeco Communications attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco.

	Trois mois clos les 31 mai		Neuf mois clos les 31 mai	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Options sur actions	331	256	901	749
Unités d'actions incitatives	8	15	30	45
Unités d'actions liées au rendement	351	304	1 048	806
Unités d'actions différées	6	69	149	393
	696	644	2 128	1 993

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

19. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Remboursement des débetures garanties de premier rang

Le 19 juin 2020, Cogeco Communications a annoncé qu'elle procéderait au remboursement anticipé de ses débetures garanties de premier rang, série 2, de 200 millions \$ arrivant à échéance le 16 novembre 2020. La date de remboursement sera le 20 juillet 2020.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS DU SECTEUR DES COMMUNICATIONS

	31 mai 2020	29 février 2020	30 novembre 2019	31 août 2019	31 mai 2019
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Unités de service primaire	2 739 903	2 719 347	2 722 302	2 711 812	2 707 227
Clients du service Internet	1 281 762	1 253 183	1 246 358	1 234 380	1 229 399
Clients du service de vidéo	939 453	945 085	954 964	962 138	965 008
Clients du service de téléphonie	518 688	521 079	520 980	515 294	512 820
CANADA					
Unités de service primaire	1 802 631	1 812 140	1 818 732	1 810 366	1 813 212
Clients du service Internet	803 073	795 950	794 895	788 243	785 703
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	45,3 %	44,9 %	45,0 %	44,7 %	44,6 %
Clients du service de vidéo	627 608	638 833	646 326	649 583	657 747
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	35,4 %	36,1 %	36,6 %	36,8 %	37,4 %
Clients du service de téléphonie	371 950	377 357	377 511	372 540	369 762
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	21,0 %	21,3 %	21,4 %	21,1 %	21,0 %
ÉTATS-UNIS					
Unités de service primaire	937 272	907 207	903 570	901 446	894 015
Clients du service Internet	478 689	457 233	451 463	446 137	443 696
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	52,2 %	51,8 %	51,3 %	50,8 %	50,7 %
Clients du service de vidéo	311 845	306 252	308 638	312 555	307 261
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	34,0 %	34,7 %	35,1 %	35,6 %	35,1 %
Clients du service de téléphonie	146 738	143 722	143 469	142 754	143 058
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	16,0 %	16,3 %	16,3 %	16,2 %	16,3 %